

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 SEPTEMBRE
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE BAGNÈRES DE LUCHON

Liste des délibérations affichée le 06/10/2022.

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf septembre, à vingt heures et trente minutes, le conseil municipal s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Éric AZEMAR, maire, en session ordinaire dans la salle du conseil municipal, en mairie de Bagnères de Luchon, sur la convocation qui lui a été adressée par monsieur le maire, le vingt-trois septembre deux mille vingt-deux conformément aux articles L.2121-10 et L.2121-11 du Code général des collectivités territoriales.

Étaient présents : M. Éric AZEMAR, maire, M. Gilles TONIOLO, Mme Catherine DERACHE, M. Claude LACOMBE, Mme Sabine CAZES, M. Michel LERAY, Adjoints au Maire.

Mme Michèle BOY, Mme Françoise BRUNET LACOUÉ, M. Gilbert TORRES, M. Pierre FOURCADET, M. Jean-Christophe GIMENEZ, Mme Marilyne MIETTE, Mme Audrey CONAN, Mme Michèle CAU, Mme Françoise DE SABRAN PONTEVES Conseillers Municipaux.

Excusé :

M. Olivier PERUSSEAU ayant donné procuration à Mme Michèle BOY.

Absents :

M. Gérard SUBERCAZE, M. Louis FERRE, M. John PALACIN.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT. Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, un secrétaire a été désigné, Mme Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

M. le maire procède à l'appel des élus.

Les conseillers présents forment la majorité des membres en exercice conformément à l'article L.2121-17 du CGCT.

M. le maire déclare que le quorum est atteint.

M. le maire déclare la séance ouverte.

M. le maire propose de désigner un secrétaire de séance, Madame Audrey CONAN.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du CGCT, le secrétaire est désigné, Madame Audrey CONAN ayant obtenu la majorité des suffrages a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle accepte.

M. le maire, énonce le pouvoir à l'assemblée :

M. Olivier PERUSSEAU ayant donné procuration à Mme Michèle BOY.

M. le maire cède la parole à M. TONIOLO pour des propos préliminaires.

M. TONIOLO indique que :

- ***Les arrêtés de délégation des élus seront distribués au prochain conseil municipal. Il peut néanmoins répondre à des questions à ce sujet, le cas échéant. Il propose de mener le débat sur la politique générale demandé par Mme CAU et M. FERRE, lors du conseil municipal du 11 août 2022 et conformément à l'article L. 2121-19 du CGCT, à la fin de ce conseil municipal.***
- ***L'administration a fait beaucoup d'effort concernant les retards de transcription des procès-verbaux. Les deux procès-verbaux restants, celui du 8 avril et celui du 7 juin 2022, seront rapidement mis à disposition du conseil municipal.***

- *Mme CAU et M. FERRE ont adressé un courrier au sujet des 800 000 € se rapportant à la ligne de trésorerie des thermes et à la communication du compte de gestion de la Ville pour 2021. Il a déjà été répondu à la première question et il sera répondu à la deuxième au cours de ce Conseil municipal.*
- *Les délibérations relatives aux tarifs du marché pourront être distribuées aux élus à la fin de Conseil municipal.*
- *Le contenu de l'avenant 1 au marché de procédure « piscine », qui figurait au régime des délégations du Conseil municipal du 11 février 2022, sera également disponible à la fin de la séance.*

ACCEPTATION D'AJOUT D'UN POINT A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique à l'assemblée qu'il convient d'ajouter point à l'ordre du jour.

Il s'agit de :

- État d'assiette 2023 pour la forêt de Bagnères de Luchon.

Avant de passer à l'examen de l'ordre du jour, M. le maire indique aux élus qu'il convient d'ajouter un point à l'ordre du jour. Il concerne une délibération concernant des coupes de bois. Un avis est demandé par l'ONF avant le 15 octobre 2022.

Il s'agit de :

- *« État d'assiette 2023 pour la forêt de Bagnères de Luchon ».*

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver l'ajout proposé qui sera, si l'assemblée délibérante l'accepte, examiné en fin de séance et portera ainsi le numéro 35 bis de l'ordre du jour.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'ajout du point à l'ordre du jour selon les modalités exposées en séance.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

1/ PROCÈS-VERBAL (PV) DE LA SÉANCE DU 11 AOÛT 2022

M. le maire rappelle que le PV a été envoyé aux élus.

Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.

À défaut de questions, M. le maire soumet le PV au vote.

Approuvé à l'unanimité.

2/ RÉGULARISATION DES PROCÈS-VERBAUX

M. le maire rappelle que les élus les ont reçus par voie dématérialisée. À défaut de questions ou de remarques, il procède au vote des PV.

2021 :

- Séance du 30 août.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.

- Séance du 15 octobre.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.
- Séance du 29 novembre.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.
- Séance du 22 décembre.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.
- Séance du 23 décembre.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.

2022 :

- Séance du 20 janvier.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.
- Séance du 21 avril.
Pas de questions ni d'observations de la part de l'assemblée délibérante.
Approuvé à l'unanimité.

AFFAIRES CENTRE ÉQUESTRE

Affaires générales

3/ INFORMATION AU CONSEIL MUNICIPAL : ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DU VICE-PRÉSIDENT ET DE L'INSTALLATION DU CONSEIL D'EXPLOITATION EN SÉANCE DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU 29 SEPTEMBRE 2022.

M. le maire rappelle aux élus que les membres du conseil municipal – désignés par délibération n° DEL20210188 du 22 décembre 2021 – afin de siéger au conseil d'exploitation sont les suivants :

- Mme Audrey CONAN
- M. Gilbert TORRES
- M. Jean-Christophe GIMENEZ

M. le maire informe les élus que la première séance du conseil d'exploitation de la régie du centre équestre s'est tenue ce jour (29 septembre 2022) afin d'élire le président, le vice-président et de formaliser ainsi l'installation du conseil d'exploitation en découlant.

M. le maire indique à l'assemblée que le conseil d'exploitation du centre équestre est en conséquence ainsi constitué :

M. Jean-Christophe GIMENEZ Président du conseil d'exploitation de la régie à autonomie financière du centre équestre.

Mme Sonia MOHRA Vice-Présidente du conseil d'exploitation de la régie à autonomie financière du centre équestre.

Mme Audrey CONAN, Mme Christine NESTIER, M. Gilbert TORRES, membres du conseil d'exploitation de la régie à autonomie financière du centre équestre.

M. le maire indique aux élus que – préalablement à tout examen en conseil municipal – les délibérations devront être examinées pour avis en séance du conseil d'exploitation.

M. le maire rappelle que le centre équestre a une nouvelle gestion.

Ressources humaines

4/ MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° DEL20220106 DU 16/06/2022 RELATIVE AUX OUVERTURES DE POSTES A LA RÉGIE DU CENTRE ÉQUESTRE ET INTÉGRATION DES PERSONNELS

Rapporteur : M. le maire

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment l'article L. 332-23.1,

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

M. le maire informe les membres du conseil municipal que la délibération du conseil municipal n° DEL20220106 du 16/06/2022 susvisée, procédait aux ouvertures d'emplois au centre équestre afin notamment de procéder aux recrutements et d'acter le transfert, de plein droit, des contrats de travail des salariés comme suit :

	notes explicatives	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Droit public	agt titulaire Mairie mis à disposition 0.50 OU plusieurs agents Services Techniques et Sport pour 0.5 ETP Aide palefrenier entretien						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Droit privé													
CDI	1 palefrenier + 1 éducateur activités équestres						2	2	2	2	2	2	2
APPRENTI							1	1	1	1	1	1	0
eleve BPJEPS													1
CD 7 mois	cdd équivalent à un cdd de droit public "accr.tempo.d'activité" resp. d'établissement fonctions admin. 0.50						0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
CDD saison	cdd saison éducateur activités équestres (vacances)						1	1	1	1		1	1
TOTAUX Droit privé							4.5	4.5	4.5	4.5	3.5	4.5	4.5

1 agent de droit public à 50 % : agent de la commune de Bagnères de Luchon mis à disposition auprès de la régie à autonomie financière du centre équestre avec les missions de responsable d'établissement et administratif

1 agent à temps complet en CDI avec les missions de palefrenier

1 agent à temps complet en CDI avec les missions d'éducateur activités équestres
 1 agent à temps complet en contrat saison avec pour missions éducateur des activités équestres
 1 apprenti (fin du contrat d'apprentissage programmé au 30/11/2022)
 1 élève BPJEPS en remplacement du contrat d'apprentissage

La délibération du 16/06/2022 indiquait également que l'effectif serait à adapter selon les besoins de l'organisation.

Au vu des besoins du centre équestre pour assurer son bon fonctionnement, il convient aujourd'hui de modifier la quotité horaire du contrat à durée déterminée d'une durée de 7 mois initialement fixée à 50 % pour la passer à 80 %.

M. le maire informe les membres du conseil municipal de la nécessité de modifier le tableau de la délibération n° DEL20220106 du 16/06/2022 présenté ci-dessus, comme suit :

	notes explicatives	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Droit public	agt titulaire Mairie mis à disposition 0.50 OU plusieurs agents Services Techniques et Sport pour 0.5 ETP Aide palefrenier entretien							0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Droit privé													
CDI	1 palefrenier + 1 éducateur activités équestres							2	2	2	2	2	2
APPRENTI								1	1	1	1	1	0
eleve BPJEPS													1
CD 7 mois	cdd équivalent à un cdd de droit public "accr. tempo. d'activité" resp. d'établissement fonctions admin. 0.80							0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
CDD saison	cdd saison éducateur activités équestres (vacances)							1	1	1		1	1
TOTAUX Droit privé								4.8	4.8	4.8	3.8	4.8	4.8

1 agent de droit public à 50 % : agent de la commune de Bagnères de Luchon mis à disposition auprès de la régie à autonomie financière du centre équestre avec les missions de responsable d'établissement et administratif
 1 agent à temps complet en CDI avec les missions de palefrenier
 1 agent à temps complet en CDI avec les missions d'éducateur activités équestres
 1 agent à temps complet en contrat saison avec pour missions éducateur des activités équestres
 1 agent à temps non complet 80 % en CDD 7 mois avec ces missions administratives polyvalentes
 1 apprenti (fin du contrat d'apprentissage programmé au 30/11/2022)
 1 élève BPJEPS en remplacement du contrat d'apprentissage

Les autres termes de la délibération restent inchangés : les contrats de travail, la réalisation des paies et le suivi social soient réalisés par un prestataire privé, qui appliquera les règles du Code du travail et de la convention collective attachée à l'activité de centre équestre.

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation de la régie du centre équestre du 29/09/2022.

M. le maire demande aux membres du conseil municipal d'approuver la création du tableau des emplois au centre équestre ainsi que la modification telles qu'exposées en séance.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve la création du tableau des emplois au centre équestre
- Approuve la modification de la quotité horaire du contrat à durée déterminée d'une durée de sept mois initialement fixée à 50 % pour la passer à 80 %.
- Approuve la modification à la délibération n° DEL20220106 du 16/06/2022

Tel qu'exposé en séance.

M. le maire rappelle que le centre équestre est encore en phase de redéploiement et de redémarrage. Des postes de palefrenier et d'éducateur restent à pourvoir. La délibération propose d'augmenter le temps de travail de la seule personne en charge de la partie administrative pour passer son contrat CDD de 50 % à 80 %, compte tenu de l'augmentation visible de l'activité du centre équestre.

Mme CAU demande si la personne concernée était déjà en poste à la mairie.

M. GIMENEZ répond qu'il s'agit d'une contractuelle actuellement au centre équestre et qui passe à 80 %.

AFFAIRES GOLF

Affaires générales

5/ INFORMATION AU CONSEIL MUNICIPAL : ÉLECTION DU PRÉSIDENT, DU VICE-PRÉSIDENT ET DE L'INSTALLATION DU CONSEIL D'EXPLOITATION EN SÉANCE DU CONSEIL D'EXPLOITATION DU 29 SEPTEMBRE 2022.

M. le maire rappelle aux élus que les membres du conseil municipal - désignés par délibération n° DEL20210185 du 22 décembre 2021 - afin de siéger au conseil d'exploitation sont les suivants :

- M. Éric AZEMAR
- M. Gilles TONIOLO
- M. Michel LERAY

M. le maire informe les élus que la première séance du conseil d'exploitation de la régie du golf s'est tenue ce jour (29 septembre 2022) afin d'élire le/la président(e), le/la vice-président(e) et de formaliser ainsi l'installation du conseil d'exploitation en découlant.

M. le maire indique à l'assemblée que le conseil d'exploitation du centre équestre est en conséquence ainsi constitué :

M. Michel LERAY Président du conseil d'exploitation de la régie à autonomie financière du golf.

M. Guillaume CASSE Vice-Président du conseil d'exploitation de la régie à autonomie financière du golf.

Mme Odile CHAMPION DE CAZES, M. Eric AZEMAR, M. Gilles TONIOLO, membres du conseil d'exploitation de la régie à autonomie financière du golf.

M. le maire indique aux élus que – préalablement à tout examen en conseil municipal – les délibérations seront examinées pour avis en séance du conseil d'exploitation.

Finances

6/ DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 BUDGET DU GOLF

Rapporteur : M. le maire

M. le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes :

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
 FONCTIONNEMENT				
D-8063 : Fournitures d'entretien et de petit équipement	473.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	473.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	14 333.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	14 333.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6712 : Pénalités, amendes fiscales et pénales	0.00 €	473.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0.00 €	473.00 €	0.00 €	0.00 €
R-774 : Subventions exceptionnelles	0.00 €	0.00 €	14 333.00 €	0.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	14 333.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	14 806.00 €	473.00 €	14 333.00 €	0.00 €
 INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	14 333.00 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation	0.00 €	0.00 €	14 333.00 €	0.00 €
R-1312 : Régions	0.00 €	0.00 €	78 000.00 €	0.00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	0.00 €	0.00 €	78 000.00 €	0.00 €
D-2182-100 : INVESTISSEMENTS 2022	0.00 €	17 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-100 : INVESTISSEMENTS 2022	109 333.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	109 333.00 €	17 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	109 333.00 €	17 000.00 €	92 333.00 €	0.00 €
Total Général		-106 666.00 €		-106 666.00 €

Suite à l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la régie du golf du 29/09/2022.

M. le maire demande à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n° 1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

M. le maire explique qu'il s'agit uniquement de désinscrire le programme « zéro phyto » dans le programme des dépenses d'investissement, car il est déjà inscrit dans le budget principal. La proposition vise donc à régulariser une double inscription. 92 333 € sont ainsi désinscrits en

dépenses et 78 000 € sont désinscrits en recettes. L'excédent dans le budget du golf s'élève ainsi à 14 333 €. Il signale également une diminution de 14 333 € de la subvention municipale versée au golf. Cette subvention municipale passe donc de 114 000 € à 100 500 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

AFFAIRES THERMALES

Finances

7/ DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 BUDGET DES THERMES

Rapporteur : M. le maire

M. le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes :

Désignation	Dépenses ⁽¹⁾		Recettes ⁽¹⁾	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-804 : Achats d'études, prestations de services	0.00 €	1 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8061 : Fournitures non stockables (eau, énergie...)	0.00 €	140 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8063 : Fournitures d'entretien et de petit équipement	10 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8068 : Autres matières et fournitures	45 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-807 : Achats de marchandises	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-811 : Sous-traitance générale	0.00 €	42 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8122 : Crédit-bail mobilier	18 950.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8135 : Locations mobilières	11 950.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-81521 : Entretien et réparations bâtiments publics	0.00 €	1 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-81528 : Entretien et réparations autres biens immobiliers	3 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-81551 : Matériel roulant	0.00 €	400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-81558 : Autres biens mobiliers	0.00 €	2 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8156 : Maintenance	0.00 €	28 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8161 : Multirisques	34 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8168 : Autres	0.00 €	19 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-818 : Divers	0.00 €	90 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8226 : Honoraires	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8231 : Annonces et insertions	22 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8232 : Echantillons	250.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8236 : Catalogues et imprimés	0.00 €	21 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8238 : Divers	500.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8241 : Transports sur achats	0.00 €	10.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8256 : Missions	500.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8261 : Frais d'affranchissement	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8281 : Concours divers (cotisations...)	0.00 €	8 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8288 : Autres	0.00 €	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8354 : Droits d'enregistrement et de timbre	0.00 €	40.00 €	0.00 €	0.00 €

D-837 : Autres impôts, taxes, ...(autres organismes)	0.00 €	5 450.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	176 150.00 €	367 300.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8218 : Autre personnel extérieur	0.00 €	23 106.01 €	0.00 €	0.00 €
D-8332 : Cotisations versées au F.N.A.L.	0.00 €	1 788.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8335 : Versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe d	16 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8336 : Cotisations CNFPT et Centres de gestion	0.00 €	111.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8411 : Salaires, appointements, commissions de base	456 185.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8412 : Congés payés	0.00 €	50 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8413 : Primes et gratifications	0.00 €	131 368.99 €	0.00 €	0.00 €
D-84141 : Indemnité inflation	0.00 €	22 000.00 €	0.00 €	0.00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D-84148 : Autres indemnités et avantages divers	80 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8415 : Supplément familial	0.00 €	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8451 : Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0.00 €	482 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8452 : Cotisations aux mutuelles	0.00 €	32 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8453 : Cotisations aux caisses de retraite	0.00 €	93 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8454 : Cotisations au Pôle emploi	0.00 €	65 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8474 : Versements aux autres oeuvres sociales	0.00 €	10 600.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	552 185.00 €	915 974.00 €	0.00 €	0.00 €
R-84198 : Autres remboursements	0.00 €	0.00 €	0.00 €	25 000.00 €
R-8459 : Remboursements sur charges de SS et de prévoyance	0.00 €	0.00 €	0.00 €	11 000.00 €
TOTAL R 013 : Atténuations de charges	0.00 €	0.00 €	0.00 €	36 000.00 €
D-86111 : Intérêts réglés à l'échéance	0.00 €	4 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-86112 : Intérêts - Rattachement des ICNE	5.39 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8615 : Intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs	1 400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-8688 : Autres	0.00 €	1 600.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	1 405.39 €	5 600.00 €	0.00 €	0.00 €
R-706 : Prestations de services	0.00 €	0.00 €	0.00 €	111 000.00 €
TOTAL R 70 : Ventes de produits fabriqués, prestat^o de services, marchandises	0.00 €	0.00 €	0.00 €	111 000.00 €
R-774 : Subventions exceptionnelles	0.00 €	0.00 €	0.00 €	412 133.61 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	0.00 €	412 133.61 €
Total FONCTIONNEMENT	729 740.39 €	1 288 874.00 €	0.00 €	559 133.61 €
INVESTISSEMENT				
D-2135-58 : PRESCRIPTIONS AUDIT SANITAIRE PHASE 3	0.00 €	21 240.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-61 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	0.00 €	15 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2138-49 : PRESCRIPTION AUDIT SANITAIRE PHASE 2	0.00 €	3 768.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2138-58 : PRESCRIPTIONS AUDIT SANITAIRE PHASE 3	25 008.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-60 : MATERIEL INDUSTRIEL	15 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	40 008.00 €	40 008.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	40 008.00 €	40 008.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général		559 133.61 €		559 133.61 €

Suite à l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la régie des Thermes du 29/09/2022.

M. le maire demande à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n° 1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

M. le maire indique qu'il s'agit de la première modification du budget primitif voté en avril. Concernant les dépenses de fonctionnement, le premier poste relatif aux charges à caractère général augmente de 111 000 € principalement à cause de l'augmentation du tarif de l'énergie. Antargaz, qui fournissait les thermes, a résilié le contrat d'approvisionnement. Le prestataire retenu, Dalkia, qui était le moins-disant génère 140 000 € de frais supplémentaires en gaz et en électricité.

M. le maire rappelle que l'établissement thermal sera repris par une gestion privée en janvier. Un maximum d'économie a été réalisé sur le renouvellement du stock de petits matériels, soit 45 000 €. Les fins de crédit-bail et les fins de contrats divers génèrent une économie supplémentaire de 30 000 €. Les frais de maintenance, informatique ou technique, quant à eux augmentent de 28 000 €. Des dépenses imprévues ont dû être engagées pour assurer la continuité du service. Les frais divers augmentent également de manière significative, à hauteur de 88 000 €, à cause de frais non-budgétisés dont des frais de mission technique (assistance technique aux travaux) et des frais de formation du personnel. La somme de toutes les diminutions et de toutes les augmentations totalise une hausse de 191 000 € des charges à caractère général. Les charges de personnel augmentent de 363 000 €. Cette hausse est liée principalement à la réintégration dans le budget des thermes du personnel de Luchon Forme et Bien-Etre (LFBE) non pris en compte dans le budget primitif, ce qui représente un rajout de 185 000 € de salaire pour les agents LFBE et 50 000 € de congés payés. Cette hausse inclut aussi des frais de personnel supplémentaires de 34 000 € pour des renforts de personnel saisonnier avec l'augmentation erratique des clients des thermes. Des ruptures conventionnelles ont aussi été négociées avec des agents du personnel de la régie LFBE qui le souhaitaient, l'établissement étant mis en liquidation depuis le 1^{er} mars dernier.

Mme CAU demande si l'écart de 363 790 € concerne les salaires de janvier et de février et les ruptures le montant de 40 000 €.

M. le maire précise que des ruptures ont été négociées en septembre. Les salaires ont ainsi été versés jusqu'à la date des ruptures. L'écart concerne à la fois les ruptures et les salaires de ceux qui n'étaient pas en rupture, incluant les salaires de février à septembre.

Il rapporte, concernant les recettes, une augmentation de 111 000 € du chiffre d'affaires résultant de l'augmentation du curisme. À cela s'ajoute une hausse de 20 € du forfait par curiste opérée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie. Il en résulte un besoin accru de versement de subvention pour l'équilibre du budget des thermes d'un montant de 412 000 €. La subvention totale de la mairie est donc portée à 1 914 000 € pour l'exercice 2022 pour équilibrer le fonctionnement de l'établissement thermal.

M. le maire souligne qu'à partir du 1^{er} janvier 2023, la gestion des thermes passant entre de nouvelles mains, la commune n'aura plus cette charge et à budget égal, la mairie dégagera donc 1 914 000 € de plus.

Mme CAU demande si les agents titulaires des thermes qui passeront à la mairie sont déjà tous intégrés dans ces 1 914 000 €.

M. le maire répond que certains le sont déjà. En comptant les départs à la retraite, huit ou neuf titulaires des thermes restent à intégrer à la mairie. 14 personnes partent par ailleurs à la retraite à la mairie, ce qui réduira les charges du personnel.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

8/ DÉCISION RELATIVE AU REMBOURSEMENT AU C.C.A.S. DES SALAIRES LUCHON FORME ET BIEN-ÊTRE (LFBE) DES MOIS DE JANVIER ET FÉVRIER 2022 SUR LE BUDGET DES THERMES

Rapporteur : M. le maire

Par délibération n° DEL20220009 du 11/02/2022, le conseil municipal a voté le transfert de l'activité Luchon Forme et Bien-Être aux Thermes.

En application de l'article L 1224-1 du Code du travail :

« Lorsque survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société de l'entreprise, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise. »

Ces dispositions sont applicables à la reprise du personnel par Les THERMES DE LUCHON, régie personnalisée constituant un service public industriel et commercial, le transfert l'activité entraînant, de plein droit, le transfert des contrats de travail, sans que ces derniers ne puissent, à cette occasion, être modifiés.

Il convient par conséquent de prévoir que les THERMES puissent être en mesure d'assurer budgétairement cette reprise.

M. le maire a été désigné liquidateur de la régie LFBE par délibération n° DEL20220010 du 11/02/2022.

M. le maire rappelle aux élus qu'il convient de régulariser l'aide remboursable effectuée par le C.C.A.S concernant le versement des salaires des neuf agents de la Régie LFBE pour la période de janvier et février 2022.

Le versement pour les salaires de janvier est de 12 057,99 €.

Le versement pour les salaires de février est de 11 048,02 €.

Le virement de crédits nécessaires à l'équilibre du budget est présenté sur la décision modificative n° 1 du budget des Thermes.

Suite à l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des Thermes du 29/09/2022.

M. le maire explique que pour des raisons techniques les thermes n'ont pas pu régler les salaires du personnel LFBE de janvier et de février 2022 qui ont été avancés par le CCAS. Il s'agit de rembourser ce dernier et de régulariser cette avance. L'avance versée pour janvier était de 12 057 € et celle de février était de 11 048 €.

Mme CAU demande pourquoi les salaires ont été avancés par le CCAS et non en interne.

M. le maire répond que cette avance n'était pas prévue au budget, d'où le recours au CCAS avec l'approbation de Mme la trésorière.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le remboursement au C.C.A.S. des salaires LFBE des mois de janvier et février 2022 selon les modalités exposées en séance.

9/ DÉCISION RELATIVE AU PAIEMENT DES CHARGES SOCIALES LUCHON FORME ET BIEN-ÊTRE (LFBE) DES MOIS DE JANVIER ET FÉVRIER 2022 SUR LE BUDGET DES THERMES

Rapporteur : M. le maire

M. le maire a été désigné liquidateur de la régie LFBE par délibération n° DEL20220010 du 11/02/2022.

M. le maire rappelle aux élus qu'il convient de régulariser les charges sociales relatives aux salaires des neuf agents de la Régie LFBE pour la période de janvier et février 2022.

Le paiement pour les charges sociales des salaires de janvier est de 1 080 €.

Cotisations sociales salariales

Compte	Intitulé	Montant du mandant
6411	urssaf + assedic	
6411	KLESIA	230.18 €
6411	IRCANTEC	244.64 €
	PREV AG2R	
	PAVILLON SANTE	
TOTAL		474.82 €

Compte	Intitulé	
6451	urssaf+assedic	
6451	URSSAF RGCPT	
6451	EXO COT COVID 19	
6453	KLESIA	149.21 €
6453	KLESIA RGCPT	
6453	IRCANTEC	366.97 €
	PREV AG2R	
	PAVILLON SANTE	
TOTAL		516.18 €

PAS		88.56 €
ARRONDIS		0.44 €
TOTAL		89.00 €

Le versement pour les salaires de février 2022 est de 1 039,76 €.

Cotisations sociales salariales

Compte	Intitulé	Montant du mandant
6411	urssaf + assedic	
6411	KLESIA	230,18 €
6411	IRCANTEC	226,95 €
	PREV AG2R	
	PAVILLON SANTE	
TOTAL		457,13 €

Compte	Intitulé	
6451	urssaf+assedic	
6451	URSSAF RGCPT	
6451	EXO COT COVID 19	
6453	KLESIA	149,21 €
6453	KLESIA RGCPT	
6453	IRCANTEC	340,42 €
	PREV AG2R	
	PAVILLON SANTE	
TOTAL		489,63 €

PAS		92,70 €
ARRONDIS		0,30 €
TOTAL		93,00 €

Le virement de crédits nécessaires à l'équilibre du budget est présenté sur la décision modificative n° 1 du budget des Thermes du 29/09/2022.

Suite à l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la régie des Thermes du 29/09/2022.

M. le maire explique que les charges sociales et patronales relatives aux salaires des agents LFBE de janvier et de février doivent également être régularisées. Les montants s'élèvent à 1 080 € pour janvier et à 1 039 € pour février, soit un total de 2 100 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le paiement des charges sociales Luchon Forme et Bien-Être (LFBE) des mois de janvier et février 2022 sur le budget de la régie des thermes.

AFFAIRES EHPAD ERA CASO

Finances

10/ PLAN D'AIDE À L'INVESTISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

M. le maire informe l'assemblée délibérante qu'un audit technique est engagé pour l'Ehpad Era Caso à la demande de l'Agence Régionale de Santé (ARS) et du Conseil Départemental afin d'évaluer le coût global de la rénovation de l'établissement.

Cette évaluation doit tenir compte des normes en vigueur, relatives à :

- la prise en charge des résidents et à la pénibilité des soignants ;
- l'accessibilité (parc, salles de bains, couloirs...) ;

- la sécurité des personnes et des locaux ;
- la mise en conformité des dépenses énergivores.

L'ARS a transmis une liste de prestataires en compétences de réaliser cette étude. Tous ont été sollicités. Seuls deux prestataires ont répondu à l'offre et la société PPS de Toulouse a été retenue.

L'ARS informée de la décision a proposé une solution financière pour absorber le coût de l'audit de 29 280 € TTC, à savoir déposer une demande d'aide au Plan d'Aide à l'Investissement 2022 (PAI investissement) qui prendrait en charge 80 % du montant total, les 20 % restants seront financés par un Crédit Non Reconductible (CNR).

Suite à l'avis favorable du Conseil d'Exploitation d'ERA CASO du 29/09/2022.

M. le maire propose d'approuver ce projet ainsi que son plan de financement afin que ceux-ci puissent être approuvés par les tutelles.

M. le maire explique que la maison de retraite ERA CASO n'est pas très ancienne, mais qu'elle a mal vieilli et qu'elle ne répond plus aux normes techniques et sanitaires. Suite à la visite de l'Agence Régionale de Santé (ARS), il y a quelques mois, l'ARS a suggéré un audit technique de ce bâtiment.

L'ARS paiera 100 % du coût de cet audit qui se monte à 29 280 €. L'audit permettra d'identifier les éléments à améliorer obligatoirement dans cet établissement.

Mme CAZES ajoute que cet audit sera restitué dans un délai de cinq mois.

M. le maire précise que l'objectif à terme est d'engager des dépenses d'investissement pour la rénovation de la maison de retraite, sujet qui fera l'objet de discussions dans de prochains conseils municipaux. Des choix seront à réaliser dans les différentes priorités d'investissement. Le Conseil municipal doit accepter ou non la conduite de cet audit.

Mme CAU note qu'il est inscrit que l'ARS prend en charge 80 % du coût de l'audit et non l'intégralité.

M. le maire confirme qu'effectivement 20 % des coûts seront pris en charge par le Département. Le coût pour la Mairie est donc nul.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le projet ainsi que le plan de financement selon les modalités exposées en séance.

AFFAIRES COMMUNALES

Finances

11/ DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : M. le maire

M. le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes :

31042	BAGNERES DE LUCHON	DM n°1 2022
Code INSEE	Budget d'Assainissement	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

DECISION MODIFICATIVE 1

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-66112 : Intérêts - Rattachement des ICNE	223.00 €	223.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	223.00 €	223.00 €	0.00 €	0.00 €
Total FONCTIONNEMENT	223.00 €	223.00 €	0.00 €	0.00 €
INVESTISSEMENT				
D-213-119 : EXTENSION RESEAU	375 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2158-123 : REFECTION RESEAUX EU PARVIS THERMES	0.00 €	400 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	375 000.00 €	400 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-121 : REFECTION RESEAUX EAUX USEES	25 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	25 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	400 000.00 €	400 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total Général	0.00 €		0.00 €	

M. le maire demande à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n° 1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

M. le maire rappelle qu'un processus de DSP est en route pour le transfert de la gestion des thermes en janvier 2023. Dans le cadre de ce contrat, la Mairie doit assurer des travaux abordés dans un précédent conseil municipal. Il reste un chantier important qui concerne la mise à niveau de tous les systèmes d'évacuation des eaux thermes, pluviales et usées. Ces évacuations passent de l'ancien établissement jusqu'au réseau d'assainissement municipal. Ces travaux sont obligatoires et à la charge de la municipalité. Selon les informations reçues ce matin, la provision pour ces travaux sera portée à 400 000 €. Ce montant est à prendre sur le budget d'assainissement qui sert au fonctionnement des réseaux municipaux et non sur le budget principal. Les réserves des provisions techniques sur le budget « assainissement » sont suffisantes. Elles s'élèvent à 600 000 €. Le Conseil municipal vote pour un montant de 400 000 €, mais une décision modificative viendra certainement diminuer ce montant en fin d'année.

M. LACOMBE indique qu'une réunion s'est tenue ce jour même avec l'entreprise qui mène le projet de rénovation. Selon le diagnostic de l'entreprise, les dégâts du réseau des eaux usées sont moins importants que prévu. La dépense sera donc moindre pour ces travaux qui seront réalisés rapidement. En revanche, le réseau des eaux pluviales est complètement effondré ou en très mauvais état pour une grande partie. Ce réseau a été construit il y a très longtemps avec un mélange de matériaux : une partie a été réalisée en ciment et une partie en PVC. Il a été constaté que des eaux thermes sont venues se mélanger aux eaux pluviales et qu'elles ont complètement dégradé ce réseau. Le réseau pluvial est à refaire en intégralité. Le préchiffre de 400 000 € prévoyait pourtant des rénovations importantes à la fois pour le

réseau pluvial et pour le réseau des eaux usées. La dépense devrait être minorée compte tenu de la moindre importance des travaux pour les eaux usées. Des chiffrages précis seront établis et ils pourront être communiqués d'ici un mois.

M. GIMENEZ s'enquiert de la législation concernant les eaux thermales. Il demande où doivent « atterrir » ces eaux thermales.

M. LACOMBE répond que le réseau des eaux thermales doit être un réseau séparé, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il indique que, lors de la démolition, ont été découverts, sous les bâtiments, des réseaux qui se croisaient. L'eau thermique est partie avec les eaux pluviales et tout est sorti au même endroit. Ces réseaux doivent être séparés. Les eaux thermales seront certainement traitées de manière différente pour les refroidir avant qu'elles ne soient rejetées. Les détails techniques peuvent notamment être consultés dans la convention de rejet signée à ce propos par la Délégation de Service Public (DSP). Elle définit les volumes et les caractéristiques techniques de l'eau rejetée.

M. LACOMBE précise que la convention de rejet est obligatoire. Le gestionnaire ne peut pas changer sans convention de rejet.

Mme CAU souhaite confirmer que ces travaux se font dans le réseau « eau et assainissement » à l'intérieur des thermes.

M. LACOMBE indique que l'intérieur des thermes relève du périmètre de la DSP. La partie obligatoire qui revient à la municipalité se trouve entre la sortie du bâtiment, sous la route et le parvis des thermes actuels. Cette partie se trouve dans le domaine public.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 1 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

12/ DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : M. le maire

Monsieur le maire propose aux élus d'apporter les modifications suivantes :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
R-002 : Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	0.00 €	357 043.77 €	0.00 €
TOTAL R 002 : Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit)	0.00 €	0.00 €	357 043.77 €	0.00 €
D-6042 : Achats prestations de services (autres que terrains à aménager)	40 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60612 : Énergie - Électricité	0.00 €	120 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60613 : Chauffage urbain	0.00 €	40 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60622 : Carburants	0.00 €	14 000.00 €	0.00 €	0.00 €

D-60624 : Produits de traitement	0.00 €	1 270.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60631 : Fournitures d'entretien	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60632 : Fournitures de petit équipement	0.00 €	106 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60633 : Fournitures de voirie	0.00 €	1 050.00 €	0.00 €	0.00 €
D-60636 : Vêtements de travail	0.00 €	11 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6064 : Fournitures administratives	0.00 €	1 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6065 : Livres, disques, cassettes...(bibliothèques et médiathèques)	0.00 €	1 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6067 : Fournitures scolaires	0.00 €	12 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6078 : Autres marchandises	0.00 €	220.00 €	0.00 €	0.00 €
D-611 : Contrats de prestations de services	0.00 €	117 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6122 : Crédit-bail mobilier	25 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6132 : Locations immobilières	2 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6135 : Locations mobilières	0.00 €	85 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-61521 : Terrains	12 400.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-615221 : Entretien et réparations bâtiments publics	0.00 €	95 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-615228 : Entretien et réparations autres bâtiments	59 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-615231 : Entretien et réparations voiries	0.00 €	26 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-61524 : Bois et forêts	9 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-61551 : Matériel roulant	0.00 €	7 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-61558 : Autres biens mobiliers	0.00 €	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6156 : Maintenance	0.00 €	51 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6161 : Assurance multirisques	8 900.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6168 : Autres primes d'assurance	0.00 €	11 300.00 €	0.00 €	0.00 €
D-617 : Etudes et recherches	29 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6184 : Versements à des organismes de formation	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6188 : Autres frais divers	0.00 €	1 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6226 : Honoraires	0.00 €	120 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6227 : Frais d'actes et de contentieux	6 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6228 : Divers	0.00 €	2 400.00 €	0.00 €	0.00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D-6231 : Annonces et insertions	0.00 €	17 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6231 : Annonces et insertions	0.00 €	17 000.00 €	0.00 €	0.00 €

D-6236 : Catalogues et imprimés	0.00 €	21 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6238 : Divers	0.00 €	400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6241 : Transports de biens	0.00 €	17 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6251 : Voyages et déplacements	0.00 €	100.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6256 : Missions	0.00 €	1 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6261 : Frais d'affranchissement	0.00 €	4 650.00 €	0.00 €	0.00 €
D-627 : Services bancaires et assimilés	1 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6288 : Autres services extérieurs	0.00 €	4 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-63512 : Taxes foncières	0.00 €	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-63513 : Autres impôts locaux	0.00 €	1 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-637 : Autres impôts, taxes, ...(autres organismes)	0.00 €	18 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	217 300.00 €	921 390.00 €	0.00 €	0.00 €
D-64111 : Rémunération principale (PT)	0.00 €	222 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés	0.00 €	222 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-023 : Virement à la section d'investissement	1 050 226.31 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	1 050 226.31 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6811 : Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles	21 380.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-722 : Immobilisations corporelles	0.00 €	0.00 €	80 000.00 €	0.00 €
TOTAL 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 380.00 €	0.00 €	80 000.00 €	0.00 €
D-65548 : Autres contributions	0.00 €	25 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6574 : Subventions de fonctionnement aux associations et autres ...	0.00 €	5 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	0.00 €	30 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-66112 : Intérêts - rattachement des intérêts courus non échus	7 040.00 €	54 675.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6618 : Intérêts des autres dettes	47 040.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières	54 080.00 €	54 675.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6711 : Intérêts moratoires et pénalités sur marchés	0.00 €	8 354.00 €	0.00 €	0.00 €
D-6718 : Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	0.00 €	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-67441 : aux budgets annexes	0.00 €	397 800.61 €	0.00 €	0.00 €
D-67442 : aux régies dotées de la personnalité morale	430 433.07 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-678 : Autres charges exceptionnelles	0.00 €	150 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	430 433.07 €	576 154.61 €	0.00 €	0.00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
R-70632 : A caractère de loisirs	0.00 €	0.00 €	120 000.00 €	0.00 €
R-70841 : aux budgets annexes, C.C.A.S. et Caisse des Écoles	0.00 €	0.00 €	0.00 €	105 280.00 €
R-70846 : Au GFP de rattachement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	80 000.00 €
TOTAL R 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses	0.00 €	0.00 €	120 000.00 €	185 280.00 €
R-7318 : Autres impôts locaux ou assimilés	0.00 €	0.00 €	0.00 €	2 862.00 €
R-7323 : Reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques	0.00 €	0.00 €	0.00 €	1 268.00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	0.00 €	0.00 €	0.00 €	4 130.00 €
R-744 : FCTVA	0.00 €	0.00 €	0.00 €	450.00 €
R-74718 : Autres	0.00 €	0.00 €	0.00 €	87 971.00 €
R-74748 : Autres communes	0.00 €	0.00 €	0.00 €	52 000.00 €
R-7484 : Dotation de recensement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	8 104.00 €
TOTAL R 74 : Dotations, subventions et participations	0.00 €	0.00 €	0.00 €	148 525.00 €
R-757 : Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0.00 €	0.00 €	0.00 €	18 000.00 €
R-7588 : Autres produits divers de gestion courante	0.00 €	0.00 €	0.00 €	20 000.00 €
TOTAL R 75 : Autres produits de gestion courante	0.00 €	0.00 €	0.00 €	38 000.00 €
R-7714 : Recouvrement sur créances admises en non valeur	0.00 €	0.00 €	0.00 €	409.00 €
R-7718 : Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	0.00 €	0.00 €	0.00 €	96 500.00 €
TOTAL R 77 : Produits exceptionnels	0.00 €	0.00 €	0.00 €	96 909.00 €
R-7865 : Reprises sur prov. pour risques et charges financiers	0.00 €	0.00 €	0.00 €	115 000.00 €
TOTAL R 78 : Reprises sur amortissements et provisions	0.00 €	0.00 €	0.00 €	115 000.00 €
Total FONCTIONNEMENT	1 773 419.38 €	1 804 219.61 €	557 043.77 €	587 844.00 €

INVESTISSEMENT				
R-001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00 €	0.00 €	0.00 €	47 906.06 €
TOTAL R 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00 €	0.00 €	0.00 €	47 906.06 €
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	1 050 226.31 €	0.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0.00 €	0.00 €	1 050 226.31 €	0.00 €
R-024 : Produits de cessions	0.00 €	0.00 €	450 000.00 €	0.00 €
TOTAL R 024 : Produits de cessions	0.00 €	0.00 €	450 000.00 €	0.00 €
D-2135 : Installat° générales, agencements, aménagements des construct°	80 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-28031 : Amortissements des frais d'études	0.00 €	0.00 €	21 380.00 €	0.00 €
TOTAL 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	80 000.00 €	0.00 €	21 380.00 €	0.00 €

D-1328 : Autres	200 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
R-1311 : État et établissements nationaux	0.00 €	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	200 000.00 €	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
R-10222 : F.C.T.V.A.	0.00 €	0.00 €	0.00 €	31 981.50 €
D-10226 : Taxe d'aménagement	0.00 €	3 790.00 €	0.00 €	0.00 €
R-10222 : F.C.T.V.A.	0.00 €	0.00 €	0.00 €	31 981.50 €
TOTAL 10 : Dotations, fonds divers et réserves	0.00 €	3 790.00 €	0.00 €	31 981.50 €
D-1341 : Dotation d'équipement des territoires ruraux	0.00 €	199 204.00 €	0.00 €	0.00 €
R-1311 : État et établissements nationaux	0.00 €	0.00 €	0.00 €	199 204.00 €
R-1312 : Régions	0.00 €	0.00 €	511 572.80 €	0.00 €
R-1318 : Autres	0.00 €	0.00 €	0.00 €	23 208.00 €
TOTAL 13 : Subventions d'investissement	0.00 €	199 204.00 €	511 572.80 €	222 412.00 €
R-1641 : Emprunts en euros	0.00 €	0.00 €	0.00 €	344 516.55 €
TOTAL R 16 : Emprunts et dettes assimilées	0.00 €	0.00 €	0.00 €	344 516.55 €
D-202-827 : REVISION PLU CRETATION D UN UTN	12 840.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-780 : REHABILITATION BATIMENT CHAMBERT	29 533.64 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-782 : SECURISATION SOURCE LAPADE	5 415.04 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-820 : RENOVATION TYMPAN EGLISE	19 826.40 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-827 : REVISION PLU CRETATION D UN UTN	3 192.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-835 : RENOVATION DES FRESQUES CHAMBERT	104 032.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-928 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2021	64 236.90 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-939 : ADAP 2021	580.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2031-942 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2022	74 368.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	314 023.98 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-204182 : Autres org publics - Bâtiments et installations	0.00 €	1 250 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées	0.00 €	1 250 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-919 : ÉVACUATION DES DECHETS	0.00 €	24 640.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-942 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2022	0.00 €	4 368.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-944 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	0.00 €	13 700.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2128-951 : SCHEMA DIRECTEUR 2022	350 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21318-935 : CLÔTURE AERODROME 2021	0.00 €	27 828.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-928 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2021	0.00 €	5 416.50 €	0.00 €	0.00 €

D-2135-929 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2021	0.00 €	3 191.50 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-930 : DIVERS TRAVAUX COURANTS 2021	8 668.92 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-944 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	106 200.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-946 : TAVAUX HYGIENE ET SECURITE 2022	20 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-948 : DIVERS TRAVAUX 2022	70 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2135-954 : MISE EN CONFORMITE EGLISE	1 210 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
D-2138-934 : ACQUISITION BATIMENTS	3 180.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2138-952 : TRAVAUX ADAP 2022	137 500.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2151-944 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	0.00 €	15 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21538-944 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	0.00 €	5 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21568-943 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2022	0.00 €	705.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21568-944 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	0.00 €	2 700.00 €	0.00 €	0.00 €
D-21568-946 : TAVAUX HYGIENE ET SECURITE 2022	0.00 €	6 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2158-943 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2022	0.00 €	2 158.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2158-944 : DIVERS TRAVAUX COURANTS	0.00 €	1 400.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2182-945 : ACQUISITIONS VEHICULES	70 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2183-947 : MATERIEL ET MOBILIER 2022	26 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-891 : RESTAURATION STATUE SAINT ETIENNE	3 672.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-929 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2021	3 191.50 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-943 : DIVERS MATERIELS SERVICE TECHNIQUE 2022	2 158.00 €	22 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2188-945 : ACQUISITIONS VEHICULES	0.00 €	82 740.00 €	0.00 €	0.00 €
R-2135 : Installat° générales, agencements, aménagements des construct°	0.00 €	0.00 €	0.00 €	39 100.00 €
TOTAL 21 : Immobilisations corporelles	2 010 570.42 €	217 247.00 €	0.00 €	39 100.00 €
D-2312-928 : ETUDES DIVERS TRAVAUX 2021	0.00 €	47 282.40 €	0.00 €	0.00 €
D-2312-951 : SCHEMA DIRECTEUR 2022	0.00 €	200 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2313-940 : PISCINE ALBAN ROUGE	0.00 €	76 816.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-782 : SECURISATION SOURCE LAPADE	92 345.50 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-820 : RENOVATION TYMPAN EGLISE	0.00 €	83 700.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-923 : RECHERCHE EAU MINERALE	111 036.00 €	51 660.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-935 : CLÔTURE AERODROME 2021	27 828.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €

D-2315-940 : PISCINE ALBAN ROUGE	61 600.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-950 : TRAVAUX LAPADE 2022	350 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-952 : TRAVAUX ADAP 2022	0.00 €	137 500.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-953 : ZONE AERODROME MAISON DE SANTE	0.00 €	215 000.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2315-954 : MISE EN CONFORMITE EGLISE	80 340.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2316-835 : RENOVATION DES FRESQUES CHAMBERT	0.00 €	104 032.00 €	0.00 €	0.00 €
D-2316-936 : DIVERS TRAVAUX 2021	5 750.50 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	728 900.00 €	915 990.40 €	0.00 €	0.00 €
D-27638 : Autres établissements publics	800 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 27 : Autres immobilisations financières	800 000.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	4 133 494.40 €	2 586 231.40 €	2 233 179.11 €	685 916.11 €
Total Général	-1 516 462.77 €		-1 516 462.77 €	

Monsieur le maire demande à l'assemblée délibérante d'approuver la décision modificative n° 2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

M. TONIOLO met en exergue les augmentations les plus notoires concernant les dépenses de fonctionnement sur les charges à caractère général :

- **120 000 € sont liés à la hausse des carburants et de l'électricité et portent sur l'ensemble de la consommation énergétique de la municipalité ;**
- **40 000 € sont liés à l'électricité ;**
- **106 000 € sont liés à des fournitures d'entretien non prévues au BP 2022 et 12 500 € sont aussi liés à des fournitures non prévues au budget ;**
- **117 500 € concernent des contrats de prestations de services essentiellement pour la sous-traitance d'une partie du déneigement d'hiver et pour un audit de liquidation « eau et assainissement ».**

M. le maire précise que le contrat d'audit de liquidation est rattaché à la fin du contrat Suez « eau et assainissement ». Lors d'un conseil municipal précédent, la fin de la DSP a été reportée à fin 2023. Des obligations administratives devaient être remplies avant de statuer sur le changement éventuel d'exploitant. La municipalité avait l'obligation de faire conduire une étude sur l'état des réseaux existants eaux usées et eau potable.

M. LACOMBE indique que la municipalité doit avoir deux prestations différentes. Elle est tenue de fournir le schéma directeur des réseaux qui sera réalisé en juin 2023 prenant en compte les eaux usées, l'eau potable et les eaux pluviales. En parallèle, la municipalité a confié une mission sur l'état des lieux du contrat Suez qui date de 1992. Cet état des lieux sera réalisé le 15 octobre. En fonction des résultats, le prestataire proposera les conditions de sortie de ce contrat Suez pour la deuxième phase de la mission. Pour la troisième phase, le prestataire apportera une aide à la décision pour savoir ce que la municipalité fera de ce contrat qui se termine fin 2023. Au 1^{er} janvier 2026, les réseaux assainissement pluvial, eaux usées et eau potable changent de compétence et remontent à la communauté de communes. La commune passera ainsi un contrat pour deux ans et elle n'aura plus la main sur ce sujet. Les résultats de

cet audit sont prévus pour novembre. M. LACOMBE a demandé au bureau d'études d'organiser une présentation en Conseil municipal.

M. le maire précise que ce contrat coûte 33 000 €.

M. TONIOLO poursuit avec les contrats de prestations de services. Les augmentations concernent le dispositif d'éclairage et audio de l'exposition du Prince Albert 1^{ER} de Monaco, la sous-traitance des bagages et l'externalisation de la messagerie pour 19 000 €, et l'accompagnement par un cabinet extérieur (accompagnement DGS) pour 15 000 €. Concernant la ligne « locations mobilières », 85 000 € sont liés essentiellement à une dotation d'engin pour déneigement pour 12 000 €, aux chalets de Noël pour 13 000 € pour 2021 et pour 2022, à la location d'un camion-benne pour les espaces verts pour 7 000 €, à la location de télécopieurs et à la location du bus-navette télécabine. L'entretien et la réparation de bâtiments publics représentent 95 000 € de dépenses.

M. le maire précise que la municipalité dispose de deux chaudières, dont la révision annuelle coûte 115 000 €. Ce contrat a été conclu en 2019 et il couvre plusieurs années.

M. TONIOLO poursuit en indiquant que 26 000 € concernent la rénovation du réseau de douches du gymnase. Concernant la maintenance, rien n'a été prévu en 2022, mais une boîte de vitesses a coûté 7 000 €, des points lumineux ont coûté 4 000 €, la mise en conformité de l'église a coûté 5 000 €, le renouvellement de licence et de logiciel de finances et la maintenance des têtes de réseau et de logiciels représentent un montant de 51 000 €. Les honoraires représentent un total de 120 000 €. Il s'agit de l'accompagnement au projet « Copter » pour 66 000 €, de l'« aérogouvernance des thermes » et de l'optimisation des taxes par Ecofinance.

M. le maire souligne que la municipalité a engagé les services de Ecofinance pour estimer les logements vacants. Il précise que le projet « Copter » est un projet de coopération territoriale. Il figure aussi en recette pour 66 000 €, car il est intégralement remboursé à la municipalité.

M. TONIOLO précise que les dépenses relatives aux catalogues et imprimés concernent essentiellement de l'impression et de la signalétique pour l'exposition « Prince Albert » et des bulletins municipaux. Les 17 500 € de transport de biens correspondent au transport d'œuvres pour l'exposition « Prince Albert » et au transport des tracteurs pour la fête des fleurs.

Mme CAU remarque que l'augmentation des dépenses est de 704 090 € pour les charges à caractère général.

M. TONIOLO explique que les charges de personnel et assimilées augmentent de 222 000 €. La masse salariale a en effet augmenté de 3 % et se monte à 7 000 000 €. Un travail est en cours au niveau de la mairie pour obtenir le remboursement partiel de ces 222 000 € par l'État en 2023. Le montant du remboursement sera communiqué dès que possible.

M. le maire précise qu'il s'agira d'une dotation. Il est question ici de l'augmentation de l'indice de point des fonctionnaires révisé au début du mois de juillet et qui impacte la municipalité de 222 000 €.

M. TONIOLO rapporte, concernant le virement de la section d'investissement, que le montant de 1 050 226 € correspond à la différence entre les recettes inscrites pour la décision modificative et les dépenses inscrites.

M. le maire précise que les augmentations des dépenses ne sont pas compensées intégralement par les augmentations de recettes. Le montant du virement de la section d'investissement, qui était à l'origine de 1 400 000 €, diminue donc à 376 000 €. En 2023, la municipalité n'aura plus à éponger ni le déficit d'exploitation de LFBE de 309 000 €, ni le déficit d'exploitation des thermes de 880 000 €, ni la dépense d'investissement pour la DSP de 1 250 000 €. Un montant de 2 500 000 € sera donc dégagé en 2023.

Mme CAU comprend qu'au 31 décembre 2022, les thermes seront liquidés et que le budget des thermes sera mis à zéro. Elle demande ainsi si les comptes de gestion des thermes seront à l'équilibre et si aucune reprise n'aura lieu en 2023.

Mme LANGLAIS (Responsable Finances de la collectivité) indique que les comptes des thermes seront équilibrés par la subvention et qu'aucune reprise n'aura lieu en 2023.

Mme CAU demande à quoi correspond le compte 657364.

Mme LANGLAIS répond qu'il s'agit de la subvention d'accès au budget d'assainissement.

M. le maire explique que la recette la plus importante de 105 000 € correspond au remboursement du salaire des fonctionnaires des thermes par l'établissement des thermes, plus le salaire de personnel municipal qui assure la comptabilité à l'Ehpad ERA CASO et [les salaires des agents du golf (...)] qui ont maintenant une régie. Une autre recette importante de 87 000 € correspond à la dotation de l'État pour les indemnités des personnes chargées de la mise sous pli des tracts électoraux. Le Conseil municipal doit autoriser la commune à reverser cette dotation aux agents qui ont effectué les mises sous pli. Les recettes augmentent ainsi de 357 000 €. La différence entre les recettes et les dépenses équivaut donc à 1 000 000 €.

Mme CAU demande à quoi correspond le compte « 70632 – A caractère de loisirs » qui affiche - 120 000 € en recettes.

Mme LANGLAIS répond qu'il s'agit du transfert du golf.

M. le maire rapporte concernant les investissements qu'il s'agit principalement de régularisations d'écritures comptables qui étaient soit globalisées soit mal inscrites. La commune participe à la DSP à hauteur de 1 250 000 €. La majorité des diminutions de dépenses sont causées par la désinscription de la ligne de trésorerie des thermes. Ces diminutions ont été inscrites par prudence au budget de la Ville. Par ailleurs, il rappelle que l'État contribue à compenser les pertes d'exploitation des thermes pour 2021, à hauteur de 581 000 € en trésorerie. La trésorerie actuelle des thermes permet donc de régler cette ligne de trésorerie depuis le budget des thermes et de l'inscrire dans le budget principal si nécessaire.

Mme CAU relève que les thermes vont rembourser la ligne de trésorerie, alors que cette opération n'a pas été prévue au budget. Elle s'enquiert de la situation avec la banque au 31 décembre.

Mme LANGLAIS indique que la ligne de trésorerie a été prolongée au niveau de la banque.

Mme CAU constate que la ligne de trésorerie n'a pas été convertie en emprunt ou autre. Elle rappelle qu'elle avait posé cette question lorsqu'elle avait constaté la ligne de trésorerie de 800 000 € dans le budget de la Ville. Elle souligne que cette ligne n'avait pas à figurer dans le budget. Cette ligne reste donc dans le compte de la classe 4 des thermes et sera remboursée à la fin de l'année 2022.

M. le maire le confirme. Il ajoute que Mme la trésorière avait une vision différente des choses.

Mme CAU le note. Elle ajoute qu'elle n'a reçu que le compte de gestion de la Ville dans lequel elle n'a pas retrouvé ce point sur les 800 000 € qui arrivait. Elle l'aurait vu dans le compte de gestion des thermes si elle l'avait eu.

M. le maire conclut qu'il en résulte, par rapport au budget, une diminution de la capacité d'investissement de la commune de 1 000 000 €.

Mme CAU signale que 800 000 € ont été supprimés du budget de la ville de Luchon. La Ville a contracté un emprunt important. Elle constate en outre que malgré la sortie de 800 000 € de la Ville de Luchon, le montant de l'emprunt n'a pas été diminué.

Mme LANGLAIS explique que l'emprunt n'a pas été diminué, il a été intégré car il n'était pas intégré au BP. La recette concernant les cessions de terrain a aussi été diminuée.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la décision modificative n° 2 par article ou par opération en section d'investissement et par chapitre en section de fonctionnement tel qu'exposé en séance.

13/ APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DE CLÔTURE DU BUDGET LUCHON FORME ET BIEN-ÊTRE (LFBE) DU 01/01 AU 28/02/2022

Rapporteur : M. le Maire

M. le Maire rappelle aux élus que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2022 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées.

M. le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, après en avoir délibéré, d'approuver le compte de gestion de clôture du trésorier municipal pour l'exercice 2022. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

M. le maire indique qu'il s'agit d'approuver les comptes de gestion de LFBE de Mme la trésorière pour les deux premiers mois de l'année. Il faut confirmer l'absence de mouvements de ces comptes pendant cette période.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le compte de gestion de clôture du trésorier municipal pour l'exercice 2022 selon les modalités exposées en séance.

14/ APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF DU BUDGET LUCHON FORME ET BIEN-ÊTRE (LFBE) DU 01/01 AU 28/02/2022

Rapporteur : M. le maire

M. le Maire énonce,

Investissement

Recettes	0.00 €
Dépenses	0.00 €
Résultat de l'exercice hors report de résultat	0.00 €
Résultat reporté de 2021	47 906.06 €
Solde exécution	47 906.06 €

Fonctionnement

Résultat global de l'exercice 2022 : - 309 137.71€.

M. le Maire précise aux élus que ce compte administratif ne présente pas des restes à réaliser en section d'investissement

Considérant que le compte administratif 2022 du budget de Luchon Forme et Bien-Être concorde avec le compte de gestion 2022 tenu par le receveur municipal,

M. le Maire ne prend pas part au vote, il quitte la salle.

M. TONIOLO, 1^{er} adjoint au maire, fait procéder au vote.

M. le maire rapporte que l'investissement présente un résultat reporté positif de 47 000 €. Pour le fonctionnement, le résultat reporté de 2021 est une perte de 357 000 €. Le résultat global est donc une perte de 309 000 € pour la clôture de l'exercice 2022 de LFBE. Ces 309 000 € apparaissent dans la décision modificative du budget précédente.

Le conseil municipal, par 15 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, approuve le compte administratif du budget Luchon Forme et Bien-Être du 1^{er} janvier au 28 février 2022.

15/ REPRISE DES RÉSULTATS AU 28/02/2022 DU BUDGET LUCHON FORME ET BIEN-ÊTRE (LFBE) DANS LE BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE DE BAGNÈRES-DE-LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Par délibération n° DEL20220009 du conseil municipal de Bagnères-de-Luchon en date du 11 février 2022, il a été mis fin à l'exploitation de la régie LFBE au 28 février 2022.

Cette même délibération précise :

- l'actif et le passif de la régie LFBE sont repris dans les comptes de la commune ;
- les opérations de liquidation seront retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Au terme des opérations de liquidation, la commune corrigera ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

Par ailleurs il est précisé que Monsieur le maire a été désigné liquidateur de la régie LFBE par délibération n° DEL20220010 du 11 février 2022.

Il convient alors de reprendre sur le budget principal de la commune, les résultats au 28/02/2022 du budget de la régie LFBE, selon le tableau suivant :

	COMMUNE BP 2022	LFBE au 28/02/2022	Cumul
Résultat investissement 001	+ 22 606,70	+ 47 906,06	+ 70 512,76
Résultat fonctionnement 002	+ 1 576 175,10	- 357 043,77	+ 1 219 131,33
Cumul	+ 1 598 781,80	- 309 137,71	+ 1 289 644,09

M. le maire précise aux élus que les virements de crédits nécessaires à l'équilibre du budget sont présentés sur la décision modificative n° 2 du budget principal.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la reprise des résultats au 28/02/2022 du budget LFBE dans le budget principal de la commune de Bagnères de Luchon selon les modalités exposées en séance.

16/ TRANSFERT DE L'ACTIF ET DU PASSIF DE LUCHON FORME ET BIEN-ÊTRE (LFBE) DANS LE BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : M. le maire

Pour rappel :

Par délibération n° DEL20220009, le conseil municipal a approuvé le transfert de l'activité de Luchon Forme et Bien-Être aux Thermes.

L'Article R2221-17 du CGCGT dispose en effet que :

« La délibération du conseil municipal décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes de la commune ».

Par délibération n° DEL20220010, le conseil municipal a approuvé la cessation des opérations de la régie LFBE au 28/02/2022 et désigné le maire comme liquidateur de la régie.

M. le maire, en tant que liquidateur, informe l'assemblée délibérante de la reprise de l'actif et du passif de la régie LFBE clôturée à la date du 28/02/2022 dans les comptes de la commune.

En annexe 1 : Balance des comptes transférés.

En annexe 2 : État de l'actif transféré.

En annexe 3 : Restes à recouvrer transférés.

En annexe 4 : Restes à payer transférés.

M. le maire rappelle que le résultat d'exploitation de LFBE est déficitaire de 309 000 €. Cette perte sera néanmoins soldée par des avances de trésorerie en 2023. En 2019, une avance de 250 000 € avait été effectuée par la municipalité et, en 2020, une autre avance de trésorerie de 100 000 € a été effectuée. Il en résulte 350 000 € d'avances de trésorerie de LFBE qui ne seront pas recouvrées par la municipalité et qui seront désinscrites aux provisions en 2023. Le solde final de LFBE sera donc de 659 000 € pour la commune.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le transfert de l'actif et du passif de Luchon Forme et Bien-Être dans le budget principal.

17/ PRISE EN CHARGE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET LFBE SUR LE BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : M. le maire

Par délibération n° DEL20220009 du conseil municipal de Bagnères-de-Luchon en date du 11 février 2022, il a été mis fin à l'exploitation de la régie LFBE au 28 février 2022.

Cette même délibération précise :

- l'actif et le passif de la régie LFBE sont repris dans les comptes de la commune ;
- les opérations de liquidation seront retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Au terme des opérations de liquidation, la commune corrigera ses résultats de la reprise des dépenses de fonctionnement, par délibération budgétaire.

Par ailleurs il est précisé que Monsieur le maire a été désigné liquidateur de la régie LFBE par délibération n° DEL20220010 du 11 février 2022.

Il convient alors de reprendre sur le budget principal de la commune, les dépenses de fonctionnement du budget de la régie LFBE, selon le tableau en annexe à la présente délibération.

Mme LANGLAIS précise que ce point concerne les dépenses de fonctionnement réalisées en janvier et en février avant la reprise sur le budget des thermes. L'ensemble des factures qui n'avaient pas été inscrites aux précédents budgets sont disponibles en annexe. 29 000 € doivent donc être ajoutés au budget principal.

M. GIMENEZ demande si de la PLV (supports publicitaires) de LFBE a été conservée pour les garder en mémoire. Il propose d'en stocker.

M. le maire ne peut pas répondre à cette question. Il souligne, par ailleurs, qu'une partie des travaux qui reste à réaliser par la municipalité dans le cadre de l'assainissement des réseaux concerne l'évacuation des eaux usées. Une partie des locaux transférés en DSP et occupée par le matériel appartenant aux thermes doit être déménagée. Ce déménagement doit être effectué au plus vite.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la reprise des dépenses de fonctionnement du budget de la régie LFBE, selon le tableau en annexe à la présente délibération sur le budget principal de la commune.

18/ RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION DE COOPÉRATION ENTRE ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT (ACAD) ET APPROBATION DE LA CONVENTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE

Rapporteur : M. le maire.

Délibération transmise au contrôle de légalité et affichée en mairie le 30/09/2022.

Monsieur le maire, expose à l'assemblée que :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1115-1 et suivants ;

Vu l'Accord de coopération décentralisée signée le 10 janvier 2017 entre la commune de Bagnères de Luchon et la commune de Bingo au Burkina Faso, et considérant depuis la poursuite de l'engagement de la commune de Bagnères de Luchon au côté de son partenaire ;

Considérant qu'afin de mener à bien ce projet de collaboration à l'international, la commune souhaite continuer à se faire accompagner par l'Association de Coopération entre Acteurs du Développement (ACAD) opérateur de la coopération depuis 2016 ;

Considérant que l'ACAD assurera le montage et le suivi des actions de soutien portées par la commune de Bagnères de Luchon à destination de la commune de Bingo ;

Considérant que pour ce faire, il est proposé au Conseil Municipal, d'autoriser Monsieur le maire à signer deux conventions avec l'ACAD :

- Renouvellement de la convention de partenariat :

Cette convention formalise les engagements de la commune et de l'association pour œuvrer dans la mise en place de programmes d'appui durant trois années (2022 à 2024) auprès de la commune de Bingo.

Deux axes sont pour le moment priorités : la poursuite de l'aménagement d'infrastructures permettant l'accès à l'eau potable des populations des villages non pourvus par une Adduction d'Eau, et le renforcement de l'assainissement sur la commune par une campagne de construction de latrines.

En complément une action de communication et de sensibilisation sera menée dans les deux communes.

- Convention opérationnelle et financière :

Cette convention formalise le lancement d'actions en faveur de l'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'assainissement à Bingo.

À cet effet, la commune de Bagnères de Luchon financera l'opération à hauteur de 30 000 € sur trois exercices budgétaires.

M. le maire indique aux élus qu'en complément, des subventions sont sollicitées à hauteur de 30 000 € auprès du ministère des Affaires Étrangères (DAECT) et à hauteur de 190 000 € auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG) soit un montant prévisionnel du projet de 285 000 € en faveur du développement des réseaux d'eau potable et de l'assainissement des écoles à Bingo.

M. le maire précise à l'assemblée délibérante qu'un rapport annuel sera réalisé par l'ACAD mettant en évidence l'avancement des actions, leurs modalités de réalisation et les difficultés éventuelles rencontrées.

M. le maire propose aux élus :

- D'approuver les termes des deux conventions annexées à la présente délibération ;
- D'accepter de financer l'opération à hauteur de 30 000 euros sur trois exercices budgétaires à compter de l'année 2022 ;
- De l'autoriser à solliciter une aide au projet auprès de l'Agence de l'eau « Adour/Garonne » (AEAG) pour un montant de 190 000 euros ;
- De solliciter l'attribution de subventions auprès de tout autre organisme financeur visant à soutenir la commune de Bingo au Burkina Faso ;
- De l'autoriser à signer les conventions précitées avec l'ACAD et toute autre convention afférant à la mise en œuvre et la gestion du programme de coopération.

M. le maire précise que les différents acteurs de cette convention de partenariat triennale sont : l'Agence de l'eau « Adour/Garonne », le ministère des Affaires étrangères et la ville de Bingo au Burkina Faso. La convention a pour but d'améliorer l'accès à l'eau potable à Bingo. L'Agence de l'eau « Adour/Garonne » contribue à hauteur de 190 000 €, le ministère des Affaires étrangères a augmenté sa participation de 30 000 € à 60 000 € et la ville de Luchon finance 30 000 € pendant trois ans.

Mme CAU demande si la Ville reçoit un rapport concernant la contribution versée et ce qui est réalisé.

M. LERAY répond que les bilans sont consultables.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve les termes des deux conventions annexées à la présente délibération ;
- Accepte de financer l'opération à hauteur de 30 000 euros sur trois exercices budgétaires à compter de l'année 2022 ;
- Autorise Monsieur le maire à solliciter une aide au projet auprès de l'Agence de l'eau « Adour/Garonne » (AEAG) pour un montant de 190 000 euros ;

- Approuve le principe de solliciter l'attribution de subventions auprès de tout autre organisme financeur visant à soutenir la commune de Bingo au Burkina Faso ;
- Autorise Monsieur le maire à signer les conventions précitées avec l'ACAD et toute autre convention afférant à la mise en œuvre et la gestion du programme de coopération.

19/ ATTRIBUTION D'UN SOUTIEN FINANCIER A UNE SPORTIVE LUCHONNAISE

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique aux élus que des sportifs Luchonnais représentent haut les couleurs de Luchon lors de compétitions contribuant ainsi au rayonnement de l'image de Luchon sur le plan national et international. C'est le cas de :

- Justine Henry : Qualifiée au Trophée des Nations, Championnats du Monde par équipe de V.T.T. Enduro. Elle représentera la France dans l'équipe U 21 Femmes.

Pour participer à cette compétition de haut niveau et dans la quête de la performance, cette jeune athlète a des besoins en matériel notamment pour le renouveler et en frais de déplacement qui ne sont pas pris en charge par la Fédération Française de Cyclisme.

Il est proposé à l'assemblée délibérante d'approuver l'attribution d'une aide financière à hauteur de 1 000 € à cette athlète de haut niveau pour l'année 2022.

En contrepartie, l'athlète fera rayonner le logo de la ville de Luchon lors des différentes manifestations sportives auxquelles elle participera.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'octroi de l'aide financière de 1 000 € à Mlle Justine Henry.

20/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION SPORTIVE DU FRONTON DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Par délibération en date du 21 avril 2022, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur l'attribution des subventions aux clubs sportifs et associations luchonnaises culturelles et de loisirs.

Or, l'A.S. du Fronton de Luchon a organisé durant toute la saison estivale à plusieurs reprises des manifestations de chistéra et de pelote basque au fronton du Complexe Sportif de la Pique : Championnat de Ligue avec des équipes d'Occitanie, Tournoi Fédéral, Tournoi de la Reine des Pyrénées...

Aussi, dans le cadre de l'organisation de ces manifestations qui contribuent au rayonnement de Luchon et de cette pratique traditionnelle, Monsieur le maire propose aux élus de soutenir l'A.S. Fronton de Luchon en attribuant à ce club une aide financière d'un montant de 1 000 €.

M. FOURCADET indique que les quatre compétitions nationales organisées par l'association sportive du Fronton de Luchon, cet été, ont permis de générer de l'activité au complexe sportif de la Pique : jusqu'à 200 spectateurs étaient présents lors d'une double épreuve en août. Le Président de l'association a oublié de soumettre une demande de subvention. Il s'agit de quelqu'un de dynamique qui réalise des animations à Luchon. Lui témoigner les encouragements de la Commune est donc important.

M. le maire ajoute qu'il n'existe pas beaucoup de frontons dans la région. Le prochain se trouve à Tarbes. Les compétiteurs viennent du Pays basque et de partout.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'octroi de l'aide financière de 1 000 € à l'A.S. Fronton de Luchon.

21/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION ACTION LUTTE FRELONS ASIATIQUES (AALFA)

Rapporteur : M. le maire

L'Association Action Lutte Frelons Asiatiques est une association composée d'un groupe d'apiculteurs des vallées de la Pique, du Larboust et d'Oueil, sensibilisée par la protection des abeilles et la sécurité des personnes, à la suite de l'invasion depuis plusieurs années de frelons asiatiques dans notre région.

Cette association a été créée dans le but de détruire les nids de frelons asiatiques. Elle intervient auprès des particuliers, des entreprises ainsi que des collectivités territoriales.

Aussi, Monsieur le maire propose à l'assemblée délibérante d'attribuer une aide financière exceptionnelle à cette association d'un montant de 500 € afin de contribuer à l'acquisition d'une perche télescopique carbone.

Mme MIETTE explique que la perche télescopique permet d'œuvrer chez les particuliers. L'association a été créée il y a un peu moins de deux ans.

En réponse à la question de Mme CAU, elle répond qu'il convient de s'adresser à M. GAYS à Montauban-de-Luchon en cas de besoin.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'octroi de l'aide financière de 500 € à l'Association Action Lutte Frelons Asiatiques.

22/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU PAYS DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Par délibération en date du 21 avril 2022, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement à l'attribution d'une subvention d'un montant de 1 000 € à l'association des Bénévoles du Pays de Luchon.

Cette association a apporté un soutien indispensable à la commune lors de l'organisation de manifestations durant la saison estivale, en particulier « Luchon en fleurs » qui n'aurait pu se dérouler dans de bonnes conditions sans l'aide de cette association.

Aussi, Monsieur le maire propose aux élus d'attribuer une aide financière supplémentaire à cette association d'un montant de 400 €.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve l'octroi d'une aide financière supplémentaire à l'Association des Bénévoles du Pays de Luchon.

23/ REMBOURSEMENT AVANCE DE FRAIS PAR LE MÉDECIN COORDINATEUR POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE VACCINATION DE BAGNÈRES-DE-LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Pour rappel, un centre de vaccination contre le COVID-19 a été mis en place dans la commune de Bagnères-de-Luchon du 11 février 2021 au 18 mars 2022.

Ce centre était composé notamment d'un médecin retraité, Monsieur SIKSIK Georges.

M. SIKSIK, pour le bon fonctionnement du centre de vaccination, a, à plusieurs reprises effectué, sur ses deniers personnels, des achats de fournitures de bureau.

Le montant des dépenses s'élève à 1 139,42 euros.

M. le maire propose aux élus que ces dépenses lui soient remboursées par mandat administratif.

Mme DERACHE précise que l'ARS a remboursé ces frais à la Commune. La délibération consiste donc à les reverser au Docteur SIKSIK.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le remboursement des frais pour le montant de 1 139,42 euros à Monsieur SIKSIK.

24/ GRATUITE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE POUR LES ENFANTS UKRAINIENS SCOLARISÉS DANS LES ÉCOLES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

Dans le cadre de la solidarité et de l'accueil des enfants ukrainiens à la cantine des écoles luchonnaises, Monsieur le maire propose aux élus d'accorder la gratuité pour les repas pour l'année scolaire 2021-2022 et également 2022-2023.

À ce jour, cette gratuité concernerait une famille dont l'enfant est scolarisé à l'école élémentaire les Isards.

Mme DE SABRAN indique que cette délibération concerne le mois de juin 2022. Pour le mois de septembre, un ou deux enfants seraient concernés, mais leur nombre exact n'est pas encore connu de manière précise.

M. le maire précise que le coût d'un repas est de 3,20 €. En septembre, un enfant a été identifié. Il s'agit aussi de rattraper ce qui a été consommé en juin. Les sommes ne sont pas si importantes, selon lui.

Mme CAU informe que le club « Sorooptimist Luchon Comminges » a organisé la journée « Talents de femmes » en juin. Le bénéfice de cette journée a été donné à la Maison des Jeunes et de la Culture pour participer à la prise en charge des factures générées par la participation des jeunes ukrainiens à des activités.

M. le maire indique que la commune prend en charge la cantine de midi des enfants ukrainiens.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide d'accorder la gratuité des repas pour l'année scolaire 2021-2022 et également 2022-2023 pour les enfants ukrainiens à la cantine des écoles luchonnaises.

25/ TARIF DES BOISSONS PRISES EN CHARGE PAR LA COMMUNE

Rapporteur : M. le maire

M. le maire propose aux membres du Conseil Municipal d'augmenter le tarif des boissons prises en charge par la commune pour les intervenants des spectacles lors des diverses manifestations, notamment les groupes folkloriques locaux.

M. le maire précise aux élus que le tarif actuellement pris en charge est de 2,50 €, il leur propose de fixer le nouveau tarif à 4,00 €.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante de bien vouloir valider ce tarif.

M. le maire indique qu'il s'agit de répondre à une demande des diverses associations qui, de la même manière que les bénévoles, animent les différentes manifestations de la ville (la fanfare de Luchon, la quadrille, etc.).

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, valide le tarif proposé en séance.

26/ MANDAT SPÉCIAL AU MAIRE POUR UN DÉPLACEMENT A PARIS

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il se rendra à Paris le jeudi 27 octobre 2022 dans le cadre de la présentation du Tour de France.

M. le maire indique aux élus que le billet d'avion aller et retour a été acheté groupé pour deux personnes par souci d'économie pour un montant total de 173,10 € (aller/retour).

M. le maire ayant directement remboursé la part de billet d'avion sur ses deniers personnels, la somme de 86,55 € correspondant à la moitié du billet sera remboursée à M. le maire sur présentation du débit de son compte.

En ce qui concerne les frais de repas et de déplacement intra-muros, il convient d'autoriser le remboursement aux frais réels.

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir approuver les modalités de déplacement ainsi que la prise en charge des frais liés à ce déplacement, telles qu'exposées en séance et de lui donner mandat spécial pour le déplacement à Paris le jeudi 27 octobre 2022 au titre de la présentation du Tour de France.

M. le maire sollicite l'autorisation du Conseil municipal pour rembourser les 86,55 € payés par son confrère, Jean-Claude TINÉ, maire de Saint-Aventin. Ils ont, en effet, pris une réservation groupée pour deux personnes pour des raisons d'économie. Ils effectueront un aller-retour à

Paris le 27 octobre pour assister à la présentation officielle du Tour de France 2023. M. le maire souhaite, par la même occasion, candidater pour 2024 – après en avoir sécurisé la possibilité auprès des dirigeants du Tour de France – d’une part, pour une arrivée à Superbagnères, et d’autre part, pour un départ de Luchon le lendemain. Cette opportunité représente véritablement une opération de promotion pour le plateau de Superbagnères puisque la télécabine et le pont de Ravi seront terminés et que l’aménagement du plateau de Superbagnères aura aussi beaucoup avancé.

M. le maire indique à l’assemblée qu’il était ce matin même en comité syndical du Syndicat Mixte Haute-Garonne Montagne et le président MERIC a officiellement confirmé son support financier pour cette étape. Il a également indiqué qu’il est en train de travailler, avec de grandes chances de succès, au passage de la flamme olympique à Superbagnères et à Luchon en 2024.

Le conseil municipal, après délibération à l’unanimité,

- approuve les modalités du déplacement,
- la prise en charge des frais liés au déplacement,

telles qu’exposées en séance.

- Donne mandat spécial au maire pour le déplacement à Paris le jeudi 27 octobre 2022 au titre de la présentation du Tour de France.

27/ DÉLIBÉRATION AUTORISANT LE DÉPÔT DE DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR UNE ÉTUDE DE SCHÉMAS DIRECTEURS POUR LES RÉSEAUX D’EAU POTABLE, D’EAUX USÉES ET D’EAUX PLUVIALES A BAGNÈRES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

M. le maire indique aux élus que la commune va lancer une étude de schémas directeurs sur l’ensemble de ces réseaux à la fois pour des raisons réglementaires, mais aussi dans le but de parfaire la connaissance des réseaux à l’orée de la fin du contrat de Suez.

Il s’agit donc de lancer des schémas directeurs pour les réseaux dont la commune a la compétence, c’est-à-dire l’eau potable, l’assainissement des eaux usées et des eaux pluviales.

Le coût total estimatif de ce projet est d’environ 200 000 euros HT, à répartir entre les divers budgets.

M. le maire propose à l’assemblée délibérante de solliciter l’Agence de l’eau Adour Garonne ainsi que le Département de la Haute-Garonne pour l’obtention de subventions.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

	Montant HT	Agence de l’eau	Département	Autofinancement
Schéma directeur d’eau potable	55 000 €	50 %	30 %	20 %
		27 500 €	16 500 €	11 000 €
		50 %	30 %	20 %

Schéma directeur d'eaux usées	85 000 €	42 500 €	25 500 €	17 000 €
Schéma directeur d'eaux pluviales	60 000 €	50 %	30 %	20 %
		30 000 €	18 000 €	12 000 €

M. le maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir :

- autoriser la réalisation des études indiquées ci-dessus ;
- approuver le plan de financement prévisionnel ci-dessus ;
- solliciter le concours financier de l'Agence de l'eau et du Département pour le montant des subventions détaillées ci-dessus ;
- l'autoriser à déposer les dossiers de demande de subventions correspondants et à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

M. LACOMBE explique que l'étude durera normalement une année, mais il est en train de discuter avec le bureau d'études afin que la mission soit effectuée en plusieurs phases compte tenu des urgences, notamment par rapport au schéma directeur des eaux usées qui doit sortir rapidement. Le schéma directeur est, en effet, nécessaire pour constituer et déposer le dossier « Loi sur l'eau ». Ce dossier est essentiel pour la réalisation du contrôle obligatoire qui aura lieu fin 2023. M. LACOMBE échange avec le bureau d'études pour que le schéma directeur des eaux usées soit achevé en juin pour pouvoir déposer l'ensemble des dossiers et avoir toutes les validations fin 2023.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- autorise la réalisation des études tel qu'indiqué ci-dessus ;
- approuve le plan de financement prévisionnel tel qu'indiqué ci-dessus ;
- approuve la sollicitation du concours financier de l'Agence de l'eau et du Département pour le montant des subventions détaillées ci-dessus ;
- autorise le maire à déposer les dossiers de demande de subventions correspondants et à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

28/ MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° DEL20220126 DU 11 AOÛT 2022 RELATIVE A LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COLLECTIVITÉS POUR LA CONSULTATION AMBULANCE / ÉVACUATION SANITAIRE DE VICTIMES DE LA STATION DE SKI LUCHON-SUPERBAGNÈRES VERS LES CABINETS MÉDICAUX OU LES HÔPITAUX

Rapporteur : M. le maire

Délibération transmise au contrôle de légalité et affichée en mairie le 29/09/2022.

M. le maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en séance du 11 août 2022, les élus ont voté à l'unanimité,

- La création d'un groupement de collectivités entre les communes de Bagnères de Luchon, Saint-Aventin et Castillon de Larboust,
- Accepté que la commune de Saint-Aventin soit désignée en qualité de collectivité coordonnatrice du groupement de collectivités,
- Approuvé la convention constitutive du groupement de collectivités présentée en séance,
- Autorisé le maire à signer la convention constitutive du groupement de collectivités présentée en séance.

Il s'avère qu'une erreur matérielle a eu lieu.

En effet, il était prévu que les communes membres du groupement de collectivités acceptent le principe de roulement des communes pour que l'une d'elles soit désignée en qualité de commune coordonnatrice à l'occasion de chaque consultation.

- Il a été mentionné dans la délibération (n° DEL20220126) et dans la convention rattachée que la commune de Saint-Aventin soit désignée en qualité de collectivité coordonnatrice.

M. le maire propose donc à l'assemblée délibérante de modifier la délibération tel que suit :

- Le paragraphe suivant est supprimé :
« Il est proposé que la commune de Saint-Aventin soit désignée en qualité de collectivité coordonnatrice du groupement de collectivités. »
- Le paragraphe est remplacé par :
« Il est proposé le principe de roulement des communes membres de ce groupement de collectivités pour que l'une d'elles soit désignée en qualité de commune coordonnatrice à l'occasion de chaque consultation. »

M. le maire indique aux élus que les autres termes de la délibération demeurent inchangés.

M. le maire demande à l'assemblée de passer au vote afin d'apporter le correctif nécessaire.

M. le maire précise qu'il s'agit de ne pas contraindre la commune de Saint-Aventin à être la seule commune à aller chercher chaque année le marché pour les ambulances.

M. TONIOLO précise que, pour le reste, les termes de l'ancienne délibération sont inchangés.

Mme CAU demande s'il ne s'agissait pas d'un souhait de la commune de Saint-Aventin car elle est propriétaire foncier.

M. le maire infirme et réitère qu'il s'agit d'une erreur. La commune de Saint-Aventin est bien moins équipée que la commune de Bagnères-de-Luchon pour aller chercher les marchés. La correction du paragraphe de la délibération libère ainsi Saint-Aventin de l'obligation de cette recherche de marché.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve la modification de la délibération n° DEL20220126 tel que proposé en séance.

29/ CONVENTION POUR LE RACCORDEMENT ET LE DÉVERSEMENT DES EAUX USÉES DES COMMUNES DE MONTAUBAN-DE-LUCHON ET DE SAINT-MAMET DANS LE SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE BAGNÈRES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

M. le maire rappelle aux élus que les communes de Montauban de Luchon et de Saint-Mamet rejettent actuellement leurs eaux usées sur le réseau de Bagnères de Luchon. Cela permet donc de mutualiser les moyens de la station d'épuration qui sert donc aux trois communes.

La convention qui régit ce droit arrive à son terme au 31 octobre 2022.

La convention proposée au vote ce soir est un projet de convention qui n'est pas finalisé.

Il s'agit pour la commune de montrer qu'elle n'est pas opposée à la poursuite de cet état de fait.

Des différends opposant la commune de Montauban et de Saint-Mamet empêchent aujourd'hui la finalisation du projet de convention.

La convention proposée au vote est différente en deux points de la précédente :

- Elle propose d'augmenter le débit que les communes peuvent déverser en passant de 170 m3/jour à 570 m3/jour.
Il est important de rappeler à ce sujet que la station d'épuration de la commune de Bagnères de Luchon est tout à fait capable d'absorber un surplus de ce type puisqu'elle est largement surdimensionnée.
- Elle propose la mise en place d'un paiement d'un droit de passage pour la commune de Montauban de Luchon sur le réseau de Saint-Mamet (clause qui ne concerne donc pas la commune de Bagnères de Luchon).

M. LACOMBE indique qu'une convention bipartite existe entre Montauban-de-Luchon, Saint-Mamet, Bagnères-de-Luchon et Suez, qui est le délégataire de Bagnères-de-Luchon. Elle concerne le passage des réseaux d'eaux usées qui viennent de Montauban-de-Luchon et qui passent par Saint-Mamet. L'ensemble vient ensuite se rejeter dans le réseau de Bagnères-de-Luchon qui les déverse dans la Seine. Cette convention prend fin le 31 octobre prochain et son renouvellement a rencontré un blocage de la part de la Mairie de Saint-Mamet. Lors de la dernière réunion, une convention amendée a été proposée par Réseau 31, qui gère les eaux de Montauban-de-Luchon. Les amendements portent sur plusieurs sujets : le maire de Saint-Mamet était inquiet des volumes supplémentaires qui allaient passer dans son réseau si la commune de Montauban-de-Luchon devait s'étendre. Il n'approuvait par ailleurs pas de mettre son réseau à disposition sans contrepartie. Réseau 31 a fait vérifier par un bureau d'études que les réseaux en aval de Saint-Mamet sont en capacité de recevoir des volumes plus importants que les volumes déversés actuellement par Montauban-de-Luchon. Réseau 31

a aussi découvert un réseau de réserve non utilisé qui peut être raccordé et utilisé en cas de débit complémentaire de la commune. Réseau 31 propose troisièmement une redevance pour le passage des eaux de Montauban-de-Luchon par Saint-Mamet.

Mme CAU demande si Saint-Mamet paie une redevance à Bagnères-de-Luchon avec le changement de convention.

M. LACOMBE répond qu'aucune redevance n'est prévue. Bagnères-de-Luchon a adopté une position neutre. Les réseaux en aval sont largement surdimensionnés par rapport à leur utilisation actuelle. En votant cette délibération, la Commune manifeste qu'elle ne s'oppose pas à la signature de la convention. Il ajoute cependant que les communes vont continuer dans un vide juridique à partir du 1^{er} novembre puisque les eaux vont continuer à transiter. La Mairie de Saint-Mamet a procédé à un recours administratif.

M. le maire ajoute que le devenir juridique de ce point est inconnu. Il doute qu'il faille voter. Il estime en effet que ce point relève plus d'une information que d'une délibération.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le principe de la poursuite du rejet des eaux usées tel que proposé en séance ainsi que les points qui diffèrent de la convention initiale et le **projet** de convention en découlant annexé à la présente délibération.

Ressources humaines

30/ ACTUALISATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS (PRÉVISION 15/10/2022) :

Rapporteur : M. le maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 332-8.2° et L. 313-1 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15/02/1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26/01/1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2019-1414 du 19/12/2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

M. le maire indique à l'assemblée délibérante qu'il convient de mettre à jour le tableau des effectifs, suite à des créations de postes devenues nécessaires pour de futurs recrutements.

Cette réactualisation est effectuée à partir du dernier tableau des effectifs du 1/09/2022.

Considérant la nécessité de créer les postes suivants, à compter du 15/10/2022 :

Filière administrative :

1 emploi de Directeur/Directrice des Ressources Humaines, à temps complet (grade : Rédacteur principal 1^{re} classe) : ce poste est vacant depuis le 1/03/2022. Afin de pouvoir élargir le recrutement, cette délibération ouvre le poste au grade susmentionné.

Filière technique :

1 emploi de Directeur/Directrice des Services Techniques, à temps complet (grade : Ingénieur ; Cadre d'Emplois des Techniciens) dont les missions seront les suivantes :

- Management des équipes techniques, environ 80 agents, en lien étroit avec les responsables des différents services sur la base d'un projet prenant en compte la satisfaction de l'intérêt général telle que définie par les élus de la collectivité.
- Gestion des projets d'aménagement urbain, des constructions et entretien des bâtiments municipaux et des améliorations de la voirie.
- Coordination opérationnelle des actions des services techniques lors des manifestations culturelles et sportives organisées par la collectivité ou en partenariat.
- Supervision de l'ensemble des dossiers techniques, pilotage et suivi des travaux et préparation des dossiers de subventions.
- Préparation et suivi budgétaire, élaboration et suivi du plan pluriannuel de travaux neufs et de maintenance dans le respect du cadre budgétaire.
- Contrôle et suivi des actifs mobiliers et immobiliers de la collectivité en lien avec le service comptable et financier.
- Assister, conseiller les élus dans la définition des orientations et des choix techniques de la collectivité pour les travaux sur les bâtiments, les lieux et espaces publics.

Ces emplois seront occupés prioritairement par des fonctionnaires.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ils pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public sur la base de l'article L. 332-8-2° précité ;

Ils pourront être recrutés par voie de contrat à durée déterminée de maximum 3 ans compte tenu du besoin des services pour assurer le bon fonctionnement des services.

Les contrats seront renouvelables par reconduction expresse. La durée totale des contrats en CDD ne pourra excéder 6 ans. À l'issue de cette période maximale de 6 ans, les contrats des agents seront reconduits pour une durée indéterminée.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.

M. le maire indique à l'assemblée que le tableau des effectifs, après information au Comité technique, se trouve modifié, en date du 15/10/2022, tel qu'annexé à la présente délibération (deux annexes).

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver le tableau des effectifs en découlant, tel que présenté en séance.

M. le maire explique que ces évolutions permettent à des fonctionnaires qui n'étaient pas prévus au départ de postuler à ces postes. Il note par ailleurs que les postes ouverts à différents grades multiplient artificiellement le nombre de postes vacants. Le tableau des effectifs doit être apuré de ces possibilités en fin d'année lorsque les embauches pour les postes concernés seront effectuées.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve le tableau des effectifs tel que présenté en séance.

31/ CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS AU TITRE D'ACTIVITÉS ACCESSOIRES POUR LES OPÉRATIONS DE MISES SOUS PLI

Rapporteur : M. le maire

M. le maire rappelle aux élus que conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner sur quels grades et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter.

En application de l'article L 123-7 du Code Général de la Fonction Publique, l'agent public peut être autorisé par l'autorité hiérarchique dont il relève à exercer une activité à titre accessoire, lucrative ou non, auprès d'une personne ou d'un organisme public ou privé. Cette activité doit être compatible avec les fonctions confiées à l'agent public, ne pas affecter leur exercice et figurer sur la liste des activités susceptibles d'être exercées à titre accessoire. C'est l'article 11 du décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 qui liste les activités susceptibles d'être autorisées. L'activité accessoire est une activité limitée dans le temps, occasionnelle, périodique et ne pouvant pourvoir un emploi permanent, même à temps non complet, quelle que soit la quotité de travail. Aucun acte spécifique n'est réglementairement prévu pour le recrutement au titre d'une activité accessoire. De ce fait, en l'absence de dispositions particulières, le recrutement de ces agents s'effectue selon le droit commun du Statut de la Fonction Publique Territoriale.

L'activité publique accessoire peut donc être exercée :

- ✓ Soit en qualité d'agent contractuel nommé sur un emploi non permanent,
- ✓ Soit en qualité de vacataire. Dans ce cas, l'engagement devra cependant être très ponctuel et limité dans le temps (quelques journées par an).

Par conséquent, si l'activité accessoire est exercée au titre d'un contrat d'agent contractuel, ce contrat ne semble pouvoir être conclu que pour satisfaire des besoins saisonniers ou occasionnels. En effet, les emplois créés pour faire face à de tels besoins ne sont pas des emplois permanents des collectivités.

Considérant la convention signée entre les services de l'État et la mairie de Bagnères de Luchon, en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-213 du 08/03/2001, la collectivité a fait appel à des agents extérieurs afin d'effectuer les travaux de mise sous pli et de colisage des documents de propagande électorale (circulaires et bulletins de vote) du canton de Bagnères de Luchon.

Il convient donc de créer les emplois nécessaires au titre d'une activité accessoire pour la période donnée.

Ces agents assureront des fonctions d'agent administratif.

La liste des intéressés, au nombre de 13, s'établit comme suit :

Aucune disposition législative ou réglementaire ne précise les modalités de rémunération d'une activité accessoire dont bénéficie une collectivité publique. La rémunération accessoire n'est soumise à aucune cotisation sociale à l'exception de la CSG, CRDS, RAFP et de la cotisation du Centre de Gestion (en application de l'article D 171-11 du Code de la sécurité sociale).

L'état détaillé des personnes concernées par les travaux de mise sous pli, ainsi que le montant alloué à chacune, au vu du temps de présence, sera fourni pour le paiement.

BERTOLOTTI Marie	CCPHG	140, 50 €
DEJOURS Muriel	Mairie Montauban de Luchon	444, 59 €
DESPLAN Nathalie	CCPHG	304, 25 €
LEON Nathalie	CCAS Bagnères de Luchon	573, 21 €
LOUBET Anne	Mairie Saint-Aventin	544, 82 €
MONGE Laurence	CCPHG	304, 25 €
PEREZ Nadège	CCAS Bagnères de Luchon	300, 72 €
PERRUC Sandrine	CCPHG	140, 33 €
PEYRE Jeanne	CCPHG	635, 04 €
SAINT-MARTIN Paule	CCPHG	280, 84 €
SPYSSCHAERT Martine	CCAS Bagnères de Luchon	220, 52 €
TOURNAN Muriel	CCPHG	524, 78 €
VERLAQUE Stéphanie	CCPHG	444, 59 €
TOTAL		4 858,44 €

M. le maire propose aux élus d'approuver :

- La création de treize emplois non permanents, au titre d'une activité accessoire sur le grade d'adjoint administratif, pour effectuer les travaux de mise sous pli lors des élections présidentielles
- La rémunération des treize agents, tel qu'exposé en séance.

M. le maire rappelle que la Commune a reçu une dotation de 28 000 € pour payer les personnes chargées de la mise sous pli des tracts et bulletins lors des campagnes électorales. Une majorité des personnes ayant accompli ces tâches étaient des élus ou des agents. Ils étaient insuffisants et d'autres catégories de personnel ont dû aider : des vacataires de la commune, des agents du CCAS et des agents de la communauté de communes et des mairies alentour. La subvention a été versée à la Ville de Luchon, mais la Ville ne peut la reverser qu'à des agents municipaux. Pour pouvoir rembourser les autres personnes, des postes doivent être créés de manière exceptionnelle.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve,

- La création de treize emplois non permanents, au titre d'une activité accessoire sur le grade d'adjoint administratif, pour effectuer les travaux de mise sous pli lors des élections présidentielles.
- La rémunération des treize agents, tel qu'exposé en séance.

32/ DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL VACATAIRE POUR LES OPÉRATIONS DE MISES SOUS PLI

Rapporteur : M. le maire

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

M. le maire indique aux membres du Conseil Municipal que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires.

M. le maire informe les membres du Conseil Municipal que pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de la collectivité
- rémunération attachée à l'acte.

Afin d'effectuer les travaux de mise sous pli et de colisage des documents de propagande électorale, la mairie de Bagnères de Luchon a fait appel au personnel nécessaire, selon les modalités qui lui paraissaient les plus adaptées à la situation locale, en priorité à ses agents, à des personnels extérieurs et également à un demandeur d'emploi.

Une convention, en date du 02/03/2022 a été conclue entre les services de l'État et la commune de Bagnères de Luchon.

M. le maire propose aux membres du Conseil Municipal d'autoriser le recrutement d'un vacataire pour participer aux travaux de mise sous pli et de colisage des documents de propagande électorale, pour la période précédant les élections.

Il est proposé également aux membres du Conseil Municipal que la vacation soit rémunérée sur la base d'un forfait brut de 645,06 € pour la période, pour la personne concernée.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante d'approuver :

- La signature d'un contrat de vacataire afin effectuer les travaux de mise sous pli et de colisage des documents de propagande électorale.
- Le paiement de la somme, au titre de la vacation, comme exposé en séance.

Il rappelle que le vacataire est soumis aux cotisations sociales prévues par le régime général de la Sécurité sociale et affilié à l'Ircantec.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, approuve :

- La signature d'un contrat de vacataire afin effectuer les travaux de mise sous pli et de colisage des documents de propagande électorale.
- Le paiement de la somme, au titre de la vacation, tel qu'exposé en séance.

Aménagement du territoire

33/ MISE EN PLACE D'HORLOGES ASTRONOMIQUES SUR L'ENSEMBLE DE LA VILLE - SDEHG Affaire SDEHG, réf. : 10 AT 192

Rapporteur : M. le Maire

M. le maire informe le Conseil Municipal que suite à la demande de la commune du 03/01/2022 concernant la mise en place d'horloges astronomiques sur l'ensemble de la ville, le SDEHG a réalisé l'Avant-Projet Sommaire de l'opération suivante :

- Dépose de 31 photopiles.
- Pose de 31 horloges astronomiques radio pilotée sur l'ensemble de la ville.
- Remplacement de 4 coffrets de commande non conformes (CDE Fontaine, P01 Casseyre, P11 Ramel et P15 Blanchisserie).

Cette opération a été conçue en vue d'installer un éclairage public respectueux de l'environnement et de la biodiversité conciliant économies d'énergie, maîtrise des dépenses publiques et réduction de la pollution lumineuse.

Ce projet en l'état permettra d'empêcher les allumages intempestifs de l'éclairage public en journée et permettra ainsi une économie d'énergie d'environ 10 % (moyenne départementale des aléas dus aux photopiles).

Par ailleurs, ces installations permettront éventuellement l'extinction de l'éclairage public sur choix ultérieur du conseil municipal.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

- TVA (récupérée par le SDEHG)	4 980 €
- Part SDEHG	12 650 €
- Part restant à la charge de la commune (estimation)	14 065 €
Total	31 695 €

Avant d'aller plus loin dans les études de ce projet, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Dès réception de cette délibération, les services techniques du Syndicat pourront finaliser l'étude et le plan d'exécution sera transmis à la commune pour validation avant planification des travaux.

Ce projet nécessitant la création d'un nouveau point de comptage, un contrat de fourniture d'électricité sera conclu par la commune qui se chargera de la mise en service du raccordement en question.

M. le maire propose aux membres du Conseil Municipal d'approuver l'Avant-Projet Sommaire présenté et :

- De décider de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SDEHG. Dans ce cas, l'annuité correspondante, qui sera fonction du taux d'intérêt obtenu lors de la souscription, est estimée à environ 1 215 € sur la base d'un emprunt de 12 ans et sera imputée au compte 6 554 en section de fonctionnement

du budget communal. Cette dépense sera ainsi intégralement compensée dès la première année de mise en service.

M. LACOMBE indique que le réseau d'éclairage public est géré par le SDEHG au niveau du département. Le réseau est ancien et beaucoup de choses sont abîmées, cassées ou obsolètes. L'installation d'horloges astronomiques s'inscrit dans le cadre des économies d'énergie que la commune veut réaliser. La commune réfléchit plus largement à amenuiser l'éclairage de nuit. Les coffrets des horloges actuelles qui sont hors service sont remplacés par des horloges astronomiques radio-pilotées. Jusqu'en 2021, le SDEHG finançait les travaux à 80 %, mais depuis cette année, le financement se fait à 40 % et 50 %. La part de financement de la commune sera, par ailleurs, rapidement compensée par les économies d'énergie.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité,

- Approuve l'Avant-Projet Sommaire exposé en séance.
- Décide de couvrir la part restant à la charge de la commune par voie d'emprunt et de prendre rang sur le prochain prêt du SDEHG selon les modalités exposées en séance.

34/ AUTORISATION AU MAIRE POUR LA VENTE DES TERRAINS, AERODROME, SOUS RESERVE DE L'OBTENTION DE L'AVIS DES DOMAINES.

Reportée.

M. le maire précise aux élus que la délibération s'inscrit dans le cadre du projet d'aménagement et qu'il est nécessaire d'avoir reçu l'avis des domaines pour estimer la valeur des terrains.

A ce jour, cet avis n'est pas encore délivré.

M. LACOMBE rappelle à l'assemblée qu'une parcelle est destinée au centre de dialyse et sera vendue à un investisseur pour réaliser ledit centre.

La parcelle dont la communauté de communes veut faire l'acquisition lui sera cédée à l'euro symbolique.

La troisième parcelle est destinée à la construction de logements sociaux et sera vendue à un opérateur.

Mme CAU indique qu'il y aura donc du logement social.

M. LACOMBE rappelle que le permis d'aménager a été déposé au mois d'août 2022, il est en cours d'instruction.

35/ CERTIFICATION DE LA GESTION FORESTIÈRE DURABLE DES FORETS (PEFC)

Rapporteur : M. le maire

M. le maire expose au conseil municipal la nécessité et l'intérêt pour la commune, de s'engager dans le processus de certification PEFC afin de :

- ✓ Valoriser les bois de la commune lors des ventes
- ✓ Accéder aux aides publiques en lien avec la forêt

- ✓ *Bénéficier d'une meilleure visibilité de la bonne gestion mise en œuvre en forêt*
- ✓ *Participer à une démarche de filière en permettant aux entreprises locales d'être plus compétitives*

M. le maire propose donc à l'assemblée délibérante :

- ✓ **De s'engager dans la certification de gestion durable des forêts PEFC pendant 5 ans, pour l'ensemble des surfaces forestières que la commune possède en Occitanie.**
- ✓ De s'engager à donner le détail des **surfaces forestières de la commune : celles sous aménagement forestier et celles hors aménagement** le cas échéant.
Pour ces dernières, la commune s'engage à déclarer aux autorités compétentes (DDT) toute coupe réalisée sur celles-ci.

En tout état de cause, la commune s'engage à respecter l'article R124.2 du code forestier.

Total de surface à déclarer : 566,09 ha sous aménagement et 381,26 ha hors aménagement.

- ✓ **De respecter les règles de gestion forestière durable*** en vigueur et **de les faire respecter** à toute personne intervenant dans ma forêt
- ✓ D'accepter le fait que la démarche PEFC s'inscrit dans un **processus d'amélioration** continue et qu'en conséquence les **règles de la gestion forestière durable*** sur lesquelles je me suis engagé pourront être modifiées. Une fois informé de ces éventuels changements, j'aurai le choix de poursuivre mon engagement, ou de résilier mon adhésion par courrier adressé à PEFC Occitanie
- ✓ **D'accepter les visites de contrôle** en forêt par PEFC Occitanie et l'autorise à titre confidentiel à consulter tous les documents, que je conserve a minima pendant 5 ans, permettant de justifier le respect des **règles de gestion forestière durable*** en vigueur
- ✓ **De mettre en place les actions correctives** qui me seront demandées par PEFC Occitanie en cas de pratiques forestières non conformes sous peine d'exclusion du système de certification PEFC
- ✓ D'accepter que cette **participation au système PEFC soit rendue publique**
- ✓ **De respecter les règles d'utilisation du logo PEFC** en cas d'usage de celui-ci
- ✓ **De s'acquitter de la contribution financière** auprès de PEFC Occitanie
- ✓ **D'informer PEFC Occitanie** dans un délai de 6 mois et fournir les justificatifs nécessaires en cas de **modification des surfaces forestières de la commune**
- ✓ **De désigner le Maire pour accomplir les formalités nécessaires** et signer les documents nécessaires à cet engagement.

M. le maire indique qu'il s'agit de rejoindre le processus de certification de la bonne gestion forestière durable des forêts de la commune. Il s'agit d'obtenir un label qui permettra d'apporter certains avantages. Pour bénéficier de ces différentes possibilités, la commune doit s'engager dans une démarche de certification. L'ONF se chargera de contrôler la capacité de la commune à avoir cette certification. Cette délibération engage ainsi la commune à différentes obligations.

Le conseil municipal, après délibération à l'unanimité, décide,

- ✓ **De s'engager dans la certification de gestion durable des forêts PEFC pendant 5 ans, pour l'ensemble des surfaces forestières que la commune possède en Occitanie.**
- ✓ De s'engager à donner le détail des **surfaces forestières de la commune : celles sous aménagement forestier et celles hors aménagement** le cas échéant.
Pour ces dernières, la commune s'engage à déclarer aux autorités compétentes (DDT) toute coupe réalisée sur celles-ci.

La commune s'engage à respecter l'article R124.2 du code forestier.

Total de surface à déclarer : 566,09 ha sous aménagement et 381,26 ha hors aménagement.

- ✓ **De respecter les règles de gestion forestière durable*** en vigueur et **de les faire respecter** à toute personne intervenant dans ma forêt
- ✓ D'accepter le fait que la démarche PEFC s'inscrit dans un **processus d'amélioration** continue et qu'en conséquence les **règles de la gestion forestière durable*** sur lesquelles je me suis engagé pourront être modifiées. Une fois informé de ces éventuels changements, j'aurai le choix de poursuivre mon engagement, ou de résilier mon adhésion par courrier adressé à PEFC Occitanie
- ✓ **D'accepter les visites de contrôle** en forêt par PEFC Occitanie et l'autorise à titre confidentiel à consulter tous les documents, que je conserve a minima pendant 5 ans, permettant de justifier le respect des **règles de gestion forestière durable*** en vigueur
- ✓ **De mettre en place les actions correctives** qui me seront demandées par PEFC Occitanie en cas de pratiques forestières non conformes sous peine d'exclusion du système de certification PEFC
- ✓ D'accepter que cette **participation au système PEFC soit rendue publique**
- ✓ **De respecter les règles d'utilisation du logo PEFC** en cas d'usage de celui-ci
- ✓ **De s'acquitter de la contribution financière** auprès de PEFC Occitanie
- ✓ **D'informer PEFC Occitanie** dans un délai de 6 mois et fournir les justificatifs nécessaires en cas de **modification des surfaces forestières de la commune**
- ✓ **De désigner le Maire pour accomplir les formalités nécessaires** et signer les documents nécessaires à cet engagement.

36/ ÉTAT D'ASSIETTE 2023 POUR LA FORÊT DE BAGNÈRES DE LUCHON

Rapporteur : M. le maire

M. le maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asséoir en 2023 en forêt communale relevant du Régime Forestier.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante, après en avoir délibéré :

1. D'approuver l'État d'Assiette de l'année **2023** des coupes présentées ci-après ;
2. De demander à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder en **2023** à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette telles que présentées ci-après ;
3. Pour ces coupes, de préciser la destination des coupes de bois réglées et non réglées et leur mode de commercialisation ;
4. D'informer le Préfet de Région des motifs de report ou suppression des coupes proposées par l'ONF conformément à l'exposé ci-après.

ÉTAT D'ASSIETTE 2023 POUR LA FORÊT BAGNÈRES-DE-LUCHON

Parcelle	Type de coupe ¹	Volume présumé réalisable (m3)	Surface (ha)	Régulée/ Non Régulée	Année prévue dans l'aménagement	Année proposée par l'ONF ²	Année décidée par le propriétaire ³	Destination			Mode de commercialisation des bois prévisionnel*	
								Délivrance	Vente	Mixte	Bois sur pied	Bois façonnés
12_a	IRR	2920	36,50	OUI	2024	2023	2023	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
15_a	IRR	3565	23,00	OUI	2023	2024	2024	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3_a	IRR	2000	20,00	OUI	2023	2022	2022	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
14_a	EM	50	0.90	NON	-	2023	2023	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
16_a	EM	30	0.55	NON	-	2023	2023	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
								<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

*Le mode de commercialisation pourra être revu en fonction du marché et de l'offre de bois en accord avec la municipalité

¹ Nature de la coupe : AMEL amélioration ; AS sanitaire, EM emprise, IRR irrégulière, RGN Régénération, SF Taillis sous futaie, TS taillis simple, RA Rase

² Année proposée par l'ONF ; SUPP pour proposition de suppression de la coupe

³ Année décidée par le propriétaire : à remplir uniquement en cas de changement par rapport à la proposition ONF

Motif des coupes proposées en AJOUT, REPORT ou SUPPRESSION par l'ONF			Parcelles
<input type="checkbox"/>	ONF-CE	Condition technique d'exploitabilité et de desserte	15.a
<input type="checkbox"/>	ONF-SA	Conséquence de chablis et dépérissement	
<input type="checkbox"/>	ONF-EM	Emprise d'équipement, sécurité	
<input type="checkbox"/>	ONF-EE	Enjeu environnemental, paysager ou social	
<input type="checkbox"/>	ONF-SC	État sylvo-cynégétique	
<input type="checkbox"/>	ONF-AR	Raison Sylvicole - Acquisition du renouvellement	
<input type="checkbox"/>	ONF-CR	Raison sylvicole - Compression non terminée	
<input type="checkbox"/>	ONF-CF	Raison sylvicole - Niveau de capital forestier	
<input type="checkbox"/>	ONF-RC	Raison commerciale	
<input type="checkbox"/>	ONF-RE	Retard d'exploitation	
<input type="checkbox"/>	ONF-TA	Transition d'aménagement	
Justification en cas de décision du propriétaire de REPORTER ou SUPPRIMER une coupe (cf article L 214-5 du CF)			Parcelles
<input type="checkbox"/>	PR-AC	Affouage, cessions	
<input type="checkbox"/>	PR-CU	Conflit d'usage	
<input type="checkbox"/>	PR-DE	Desserte	
<input type="checkbox"/>	PR-FO	Foncier	
<input type="checkbox"/>	PR-RI	Raison financière	
<input type="checkbox"/>	PR-UR	Urgence	
<input type="checkbox"/>	PR-AU	Autre cas de figure (à préciser) :	

Mode de délivrance des Bois d'affouages

- Délivrance des bois sur pied

Pour la délivrance de bois **sur pied** des bois d'affouage, le conseil municipal désigne comme GARANTS de la bonne exploitation des bois, conformément aux règles applicables en la matière aux bois vendus en bloc et sur pied:

M. Gilbert TORRES, conseiller municipal délégué.

Ventes de bois aux particuliers

Le conseil municipal autorise l'ONF à réaliser les contrats de vente aux particuliers pour les années 2022 à 2024, dans le respect des clauses générales de ventes de bois aux particuliers de l'ONF. Ce mode de vente restera minoritaire, concernera des produits accessoires à l'usage exclusif des cessionnaires et sans possibilité de revente.

M. le maire propose à l'assemblée délibérante de lui donner pouvoir pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

M. le maire précise aux élus qu'il assistera ou son représentant au(x) martelage(s) de la (des) parcelle(s) n° 12_a, 15_a, 3_a, 14_a, 16_a.

M. le maire explique que l'ONF a des contraintes. Il convient de délibérer avant le 15 octobre par rapport aux coupes de bois de la commune et d'établir ainsi l'état d'assiette pour 2022.

M. TORRES indique que les parcelles 12.1 et 12.15 étaient prévues au programme. Pour les autres parcelles qui ont été ajoutées, l'ancienne route qui sert de piste a connu des dégradations, alors que l'évacuation de ces bois doit passer par cette route. Le fait de décaler d'une année permet d'effectuer certains travaux et de réaliser une plus-value de 10 000 € à 15 000 € grâce au meilleur accès.

M. le maire note que l'ONF doit être informé de l'ajout des trois parcelles.

M. TORRES ajoute que pour les parcelles 14_A et 16_B, il s'agit d'emprises de route, de pistes forestières, ce qui explique la réduction de la superficie de 50 m³. Cela est fait pour faciliter l'exploitation en partie haute de certaines parcelles. Lorsque l'ONF réalisera les travaux, il les financera en partie. Pour la parcelle 3A, le bois sera mis en bord de route. L'ONF va avancer tous les travaux, mais il récupérera le montant des travaux avancés. La Commune en tirera néanmoins profit. Il relève qu'actuellement ces bois sont inexploitable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve l'État d'Assiette de l'année 2023 des coupes présentées en séance ;
- Demande à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder en 2023 à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette telles que présentées en séance ;
- Pour ces coupes, précise la destination des coupes de bois réglées et non réglées et leur mode de commercialisation tel qu'exposé en séance ;

- Dit que le Préfet de Région sera informé des motifs de report ou suppression des coupes proposées par l'ONF conformément à l'exposé en séance.

37. QUESTIONS DIVERSES

Mme CAU revient sur le budget ville évoqué en séance et les 800.000 euros qui en ont été « sortis ». Elle observe que l'emprunt n'a pas été diminué.

Mme LANGLAIS répond que l'emprunt n'a pas été diminué puisque LFBE a été intégré et que ce n'était pas intégré au BP auparavant.

Il y a eu également une baisse de la recette concernant les cessions de terrains.

DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

M. le maire rappelle qu'il s'agit d'un engagement pris auprès des élus.

M. le maire énonce à l'assemblée :

Il ne s'agit pas de prendre des décisions, mais de débattre entre les élus de manière générale, de la politique que la commune compte tenir pendant les quatre années à venir, sachant que rien n'est figé.

Il expose un point de situation des capacités à la disposition de la commune. Pour les postes de DRH et de DST, plusieurs candidats postulent. Mme Caroline VIVOT, ancienne DGS à Saint-Gaudens, rejoint l'équipe au poste de DGA à partir du 3 octobre prochain, avant d'évoluer éventuellement par la suite vers le poste de DGS lorsqu'il sera rouvert. Ce poste est occupé jusqu'au 1^{er} octobre. L'ensemble des cadres administratifs sera donc reconstitué d'ici la fin de l'année : DGS, DAF et DRH. Une directrice des affaires financières, Mme Delphine FOURÈS, rejoindra également l'équipe de la commune le 15 octobre. Elle est actuellement directrice des affaires financières à la communauté des communes Cagire Garonne Salat. La commune aura également un DST d'ici la fin de l'année. Ce personnel permettra de réaliser au mieux la politique générale. Cette politique est liée au programme de l'équipe municipale qui fait déjà office de politique générale. Après les deux ans passés et le COVID, des réajustements de la politique à la mesure des moyens de la commune sont nécessaires. Il rappelle deux points centraux du programme : « Vivre bien au quotidien à Luchon » et « Luchon, ville de référence ».

Pour « Vivre bien au quotidien à Luchon », la priorité exprimée par les Luchonnais était l'accès aux soins. Il s'agit d'installer à Luchon une maison de santé. Un couple de médecins est candidat pour occuper cette maison de santé en plus des médecins existants à Luchon. La maison de santé ne sera toutefois prête qu'en janvier 2025. En attendant, il incombe donc à la commune de trouver un local pour le couple de médecins dans lequel il pourrait exercer à compter de 2023. ERA CASO nécessite également un grand programme de rénovation. La nouvelle directrice, Mme FAURÉ, a mis en place un nouveau système d'organisation du travail. Elle a dressé un état des lieux, fait remonter tous les manques au niveau de l'informatique, des médicaments, du travail en général. ERA CASO a, par ailleurs, fêté trois centenaires : Mme Alix 104 ans en septembre, et deux sœurs qui ont eu 102 ans et 101 ans.

Pour ce qui concerne le développement économique, le logement et les mobilités, la Mairie a acheté en 2019 l'école Sainte-Marie et le terrain qui entoure le RAMEL.

M. le maire indique qu'il pense que l'acquisition de ce terrain est une bonne chose car grâce au renouveau de Luchon, certains groupes hôteliers s'intéressent à la reprise de l'hôtel Majestic qui est fermé depuis quelques années. Le Majestic ayant très peu de terrain autour, il est intéressant pour les repreneurs éventuels de racheter tout ou partie du terrain acquis par la commune pour y développer une activité hôtelière de qualité.

Pour l'école Sainte-Marie, le sujet est ouvert. Le département 31 qui gère les logements dits sociaux – accessibles aux personnes ayant des moyens limités, les Luchonnais en priorité – est très intéressé pour développer sur le site de l'école un ensemble de logements sociaux à définir qui peut intégrer par exemple les saisonniers. D'autres investisseurs sont aussi intéressés. L'école peut aussi devenir un centre d'accueil de différentes associations. Concernant le logement, la Commune attend l'estimation des domaines d'une des trois parcelles située au cynodrome qui sera destinée éventuellement à accueillir du logement social. Concernant l'immobilier, dans le bâtiment de la mairie, des parties menacent de s'effondrer et le bâtiment ne suit plus les normes. La tendance penche vers une rénovation du bâtiment, mais le sujet reste à méditer. Luchon fait partie des 1 000 villes françaises choisies pour adhérer au programme « Petites villes de demain ». La ville adhère aussi en parallèle au programme « Bourg-Centre ». Ces programmes impliquent des axes de travail avec des actions pratiques et concrètes à mettre en place.

M. LACOMBE précise que les trois axes de travail pour les « Petites villes de demain » sont le commerce, l'habitat et la mobilité.

M. le maire évoque en particulier la redynamisation du commerce qui a disparu de la rue du Docteur Germes.

Il ajoute que la réflexion sur l'utilisation du bâtiment Chambert avance progressivement. Son emplacement stratégique en plein centre-ville est un avantage, malgré le défaut de parking.

Il ajoute qu'un groupe de casinotier professionnel reconnu est intéressé par la partie « jeu » et pour la reprise du casino, dont la partie théâtre est opérationnelle. Un deuxième groupe ne va pas tarder également à manifester son intérêt. L'intérêt semble ciblé sur les parties en rez-de-chaussée. Il reste donc le premier étage dont la destination est inconnue et qui nécessite des investissements importants.

M. le maire évoque le musée qui a été fermé par la commission de sécurité, sauf au rez-de-chaussée qui a été rénové. Le bâtiment ne peut être rouvert en musée, car celui-ci ne peut pas intégrer d'ascenseurs en interne (escaliers classés « monuments historiques ») ni à l'externe (refus des Bâtiments de France). Toutefois, la communauté de communes a besoin de bureau d'extension pour l'office du tourisme et elle serait intéressée par la reprise des deux étages du bâtiment. Si ce projet est acté, le musée devra déménager en tenant compte de la logistique impliquée (inventaire, mise en caisse des œuvres, etc.). Les grandes œuvres prêtées par les autres musées de France (musée d'Orsay, musée de Saint-Germain en Laye...) sont en train d'être reprises par ces musées. La ville a notamment reçu la visite de l'inspectrice des musées de France de la région. Le musée de Luchon est labellisé « musée de France », mais le constat est lourd quant au problème de maintien des œuvres du musée. L'inspectrice recommande de définir un thème pour le prochain musée de Luchon.

L'ensemble de parcelles appelé « les terrains de la gare » doit également être aménagé. Elles sont en partie prédéfinies pour des zones de parking pour accueillir les voitures des futurs skieurs ou des utilisateurs des télécabines et des navettes pour rejoindre Superbagnères. L'usage des autres parcelles reste à définir sachant que la Communauté de communes et la Mairie de Luchon collaborent dans le cadre du projet Coopération Territoriale (COOP'TER) à la création d'un outil économique qui peut permettre l'embauche d'une vingtaine de personnes.

M. LERAY précise que ces personnes aideront à créer une légumerie et une salle de découpe qui approvisionneront en produits de maraîchage en priorité les cuisines centrales de Luchon (hôpital, groupe scolaire et Ehpad).

M. le maire indique que d'autres entreprises luchonnaises sont aussi intéressées à développer leur activité économique dans ces zones. Concernant l'aménagement de la ville, il indique que la commune a travaillé en urgence sur le schéma directeur pour permettre de finaliser le permis de construire de la télécabine. L'endroit d'implantation du parking devait être défini, ainsi que la configuration sur 10 ans de la circulation (piétons, vélos, voitures, etc.).

Il ajoute que l'aménagement de l'aire de Badech, destinée à devenir une aire de loisirs et de détente, a été entamé mais qu'il n'est pas achevé. Un travail de nettoyage et de mise en valeur a commencé. D'autres travaux sont prévus en particulier pour la guinguette. Les exploitants actuels ont fermé pour cinq à six mois pour que la commune puisse effectuer le maximum de travaux (assainissement, isolation thermique, cuisines aux normes, etc.) pour sécuriser l'activité avec un bâtiment capable de permettre aux exploitants d'assurer un service attractif (cuisine plus élaborée, ouverture matin et soir et accueil d'animations toute l'année).

M. le maire évoque également la création d'un pump track. Il ajoute qu'un des principaux objectifs de la commune est l'ouverture d'une piscine ou d'un centre aquatique. Le site Alban Rougé n'est pas satisfaisant (rénovation à l'identique et ne peut être que réduit). La réflexion sur le genre de piscine et sur le financement demeure, sachant que les futurs utilisateurs ne seront pas que des Luchonnais. La Commune n'a pas les moyens d'assumer seule le fonctionnement et le financement d'une piscine qui correspond aux attentes de la commune.

M. LACOMBE indique que le président de la communauté de communes a confirmé qu'un Conseil communautaire « spécial piscine » aura lieu avant la fin de l'année. L'idée est d'entrer dans un tour de table à la fois sur la partie « investissement » et la partie « fonctionnement » (mutualisation de l'utilisation).

M. le maire évoque l'état préoccupant des cimetières où il ne reste que quatre places. De nombreuses tombes sont abandonnées, mais la loi est contraignante pour les récupérer.

Concernant le point « Luchon, ville de référence », il indique que la commune est en train de procéder à la recherche d'eau minérale par une campagne de forage. Celle-ci sera embouteillée par le groupe Ogeu qui est installé à Luchon et qui va produire des canettes de soda. Le groupe compte tripler sa production et créer 15 emplois. En attendant l'eau minérale, la commune fournira et vendra dès l'année prochaine au groupe Ogeu de l'eau labellisée « non potable » et qui deviendra potable en passant par des filtres dans l'usine. Les revenus correspondent à un volume de 170 000 m³ d'eau annuelle. Le groupe Ogeu a choisi de s'implanter à Luchon pour les ressources en eau qui y sont stables et abondantes.

M. LACOMBE précise que le groupe poursuit l'objectif d'expédier 100 millions de canettes en cinq ans hors de Luchon et à compter d'avril 2023. L'usine va passer rapidement d'équipes de 2 x 8 à 3 x 8, voire à 5 x 8.

M. le maire souligne que cette ambition représente 25 camions de plus par jour sur la route sans ferroutage.

M. LACOMBE ajoute qu'il a été recommandé au groupe Ogeu d'étudier l'éventualité des expéditions par train.

M. le maire annonce que la DSP relative aux thermes fera l'objet d'une délibération pour en prolonger la durée. En effet, depuis sa signature, la conjoncture a fait augmenter le coût des travaux de 3,5 millions d'euros. Les financeurs traditionnels ne pouvant financer (Département, Commune, etc.), le seul moyen de financer ces coûts est de prolonger la durée de la DSP. Ce formalisme ne met en aucune façon en danger le projet. Outre le thermalisme, l'aérodrome fait partie des spécificités de Luchon. Il accueille l'activité « avion », mais aussi les parapentes et les planeurs. Cette activité est toutefois en danger, car des parcelles de l'aérodrome appartiennent à des propriétaires privés. Pour la sécurisation foncière, la commune envisage d'acheter une des parcelles d'ici la fin de l'année. Pour les autres parcelles, elles sont en indivision et les propriétaires sont inconnus.

M. le maire soulève par ailleurs un problème de présence de vaches et de moutons à l'aérodrome. La Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) avait déjà pointé ce problème, sachant qu'un agriculteur jouissait d'une convention d'occupation jusqu'en 2031. La préfecture édictera probablement un nouveau règlement de police intérieure pour cet aérodrome. Le piétinement des vaches a par ailleurs rendu presque impossible l'utilisation de l'hippodrome.

M. le maire indique aux élus qu'il s'est rendu à Toulouse afin d'assister à la présentation d'un exercice relatif à la stratégie de promotion de Luchon par des étudiants en grande école. Ces derniers n'ont fait mention d'aucune des animations traditionnelles de Luchon (fête des fleurs, festival TV, etc.). Ils ont uniquement mentionné le VTT, la fête le soir et le bien-être en montagne. Ces trois points devraient donc probablement être développés pour attirer les jeunes à Luchon. Le sujet du VTT est traité avec le vice-président de la COMCOM chargé du sujet. Pour le reste des sports luchonnais, la Mairie va reprendre l'organisation des compétitions de golf. Luchon a également un très beau club de tennis, mais la fréquentation baisse au niveau national et luchonnais. Une réflexion pourrait être ouverte pour l'installation de clubs sur des terrains qui ne sont pas très utilisés pour diversifier.

M. FOURCADET propose d'optimiser en dégageant les tribunes du club non utilisées et dangereuses et en permettant l'utilisation par une association d'une partie du terrain, côté fronton, non utilisée.

M. le maire conclut en indiquant que d'autres rencontres sont prévues pour ce beau débat.

M. le maire lève la séance à 23 h 09.